



La Lettre Electronique de TRRAACE TRRAACE Electronic Newsletter

N° 145 – 10/09/2011

TRRAACE :

TOUTES LES RESSOURCES POUR LES RADIOS AFRICAINES ASSOCIATIVES COMMUNAUTAIRES ET EDUCATIVES

TRACKING RESOURCES FOR RADIOS IN AFRICA AT THE BENEFIT OF THE ASSOCIATIVE COMMUNITY AND EDUCATIVE RADIO STATIONS

TODOS OS RECURSOS PARA AS RADIOS ASSOCIATIVAS EN AFRICA ASSIM CEMO COMUNITARIAS E EDUCATIVAS

[HTTP://WWW.MEDIAFRICA.NET](http://www.mediafrica.net)

Table des matières / Table of content

Nouvelles Mediafrica.Net News	2
CEMECA : Formation à la production audiovisuelle (Année 2011-2012)	2
Nouvelles/News/Noticias	3
Kenya: New chief appointed to chair Kenyan broadcasting regulatory body	5
Gambia: Gambian security agency threatens to close radio station.....	5
Resource: RFPA Presents an Introductory Resource on Key Journalism Principles	6
DR Congo: Community radio director released after four days in custody	6
Uganda: Uganda readies for digital migration	6
Uganda: MPs hit the pause button over digital TV migration deal	7
Somalia: Somali journalists urge government to release seized equipment.....	7
DR Congo: Committed to community radio.....	7
Ivory Coast: Ivorian state broadcaster prepares for imminent liberalization	8
Lesotho: Lesotho private radios go off air amid protests.....	8
South Sudan: Directorate of Radio and TV Gets Three Transmitters.....	9
South Africa: Bush Radio Urgently Needs Financial Support	10
Kenya: Kenyan govt to award third signal distribution licence	10
Gambia: Radio ban on Islamic cleric lifted	10
Zimbabwe: Zimbabwe's long walk to open airwaves	11
Ghana: Hate speech worrying ahead of elections.....	12
Somalia: Islamists said shut down radio station in central Somalia	13
Kenya: KBC launches 24-hour vernacular station	13
Lybia: NTC's "Radio Libya" on former state TV and radio frequencies	13
Lybia: Increasing number of anti-Qadhafi Libyan broadcasters.....	13
Somalia: Somalia's independent Radio Daljir comes under "grenade attack"	14
Lesotho: Media toolkit for Local Governance in Lesotho.....	14
South Africa: Community Radio Struggles While Department Holds On to Funds	14
Kenya/Somalia: BBC seeks broadcast journalists	15
Kenya: Kenyan national broadcaster to launch 10 vernacular radio stations.....	15
South Africa: SAfrican special unit in "landmark" probe of fraud at national broadcaster	16
Tunisia: Tunisian media face the challenges of freedom	16
South Africa/Lesotho: LM Radio to launch in Free State and Lesotho.....	17
Angola: Journalists attacked while covering protest in Angola	17
Senegal/Western Africa: WADR receives prestigious Knight-Batten 2011 Award	17
Nouvelles en français	
RDC: Bandundu, un directeur d'une radio communautaire enfermé depuis quatre jours dans un cachot des services de sécurité	18
Ressource: RFPA présente une ressource sur les Principes Clé du Journalisme	18
RDC: Bandundu, un journaliste libéré après 96 heures de détention	18

Algérie: Le secteur de l'information audiovisuel sera ouvert au privé	19
Burkina Faso: La réception des dossiers a commencé	19
RDC: Joseph Kabila a investi les membres du CSAC	20
RDC: Engagement en matière de radio communautaire	20
RDC: Le CSAC A l'épreuve de sa propre crédibilité et de son efficience.....	21
Côte d'Ivoire: Radios confessionnelles, Les annonces publicitaires désormais légalisées .	21
Mauritanie: 5 radios et 5 télévisions privées autorisées avant fin 2011.....	21
Côte d'Ivoire: Le directeur de la radio Prestige FM, Radio Gôgnoa débarqué	22
Côte d'Ivoire: Deux journalistes ivoiriens aux Etats-Unis.....	22
Cote d'Ivoire: Yamoussoukro - Les animateurs de radio formés sur les Violences basées sur le genre.....	23
Gambie: Levée de l'interdiction d'antenne imposée à un ecclésiastique islamique.....	23
Côte d'Ivoire: Asec Mimosas, La fréquence radio 96.6 FM accordée	23
RDC: Professionnels des médias - La grande marche de colère confirmée.....	24
Centrafrique: Une radio communautaire et un cyber centre électrifiés à l'huile de Jatropa	24
RDC: Tension pré-électorale : quatre journalistes victimes des violences policières lors d'une manifestation	25
Côte d'Ivoire: Le matériel informatique de la radio de Tiassalé emporté dans un cambriolage	25
RDC: Selection des radios bénéficiaires Informorac – Bandundu.....	25
Burkina Faso: Rentrée radiophonique de Radio Salaki	25
Algérie: L'Algérie réfléchit à la privatisation des médias audiovisuels	26
Guinée: Des Radios Privées fermées pour non-paiement des redevances annuelles	26
Remise de matériel à des radios communautaires, vendredi	26
Sénégal: Incendie - Les studios de Manooré Fm calcinés	27
Centrafrique: Bayanga, objectif radio.....	27
Sénégal/Afrique de l'Ouest: La WADR reçoit son prix KNIGHT-Batten 2011	27

NOUVELLES MEDIAFRICA.NET NEWS

CEMECA : FORMATION A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE (ANNEE 2011-2012)

En quoi consiste cette offre de formation ?

Le CEMECA, depuis 2005, propose aux radios communautaires, associatives, communautaires et religieuses ainsi qu'aux centres audiovisuels une formation adaptée à leurs besoins et accessible à leurs moyens financiers.

A qui s'adresse cette formation ?

La formation du CEMECA est destinée aux responsables et agents de médias audiovisuels communautaires, associatifs et confessionnels. Cette offre de formation s'adresse à ceux ou celles qui désirent entrer dans la nouvelle culture des médias en prenant le temps d'acquérir non seulement la maîtrise technique mais surtout le langage de l'audiovisuel et des NTIC. Elle s'adresse aussi aux agents des radios qui veulent créer un département vidéo et multimédia comme activité génératrice de revenus pour soutenir la radio.

Quelle est sa méthodologie ?

La formation du CEMECA se base sur **le langage** comme élément essentiel et justificatif de toute application technique en audiovisuel. Le CEMECA a été inspiré dans sa démarche par l'ACNAV de Paris où le promoteur du centre a reçu la pédagogie et le savoir faire de François Desfonds et Marie Esther Gianera, deux formateurs qui ont contribué à développer l'approche « acnavienne ».

Quel est le programme?

Le CEMECA propose un programme de formation qui se décline dans un cycle d'une année scolaire. La formation est proposée sous forme de modules. Le parcours annuel vise à apprendre module par module la technique et le langage de l'audiovisuel et des TIC en utilisant une méthodologie de

la lecture ainsi que de l'écriture de l'image et du son. Cette méthodologie se positionne alors comme un moyen d'application ou d'expression du langage.

Module 1 : Mise à niveau en informatique audiovisuelle et TIC. Connaissance de l'environnement Audiovisuel et des nouveaux médias aujourd'hui. Etat des lieux, enjeux (7 au 12 novembre 2011)

Module 2 : Découverte et prise en main de l'équipement de production vidéo (14 au 19 novembre 2011)

Module 3 : La grammaire de l'image : les plans et les séquences. Prise en main de la caméra. (21 au 26 novembre 2011)

Module 4 : Initiation à la prise de vues. La technique du tourner-monter (28 novembre au 3 décembre)

Module 5 : Prise de vues professionnelle. Tourner pour le montage (5 au 10 décembre 2011)

Module 6 : La bande son en vidéo. Technique de prise du son et du traitement du son en vidéo (du 12 au 17 décembre 2011)

Module 7 : Des mots pour communiquer : les 4 types de langage - écriture de la voix off (du 9 au 14 janvier 2012)

Module 8 : Découvrir et travailler sa voix pour mieux communiquer - pose de la voix off (du 16 au 21 janvier 2012)

Module 9 : La lumière et la couleur en vidéo (du 23 au 28 janvier 2012)

Module 10 : Le reportage. Apprentissage de toutes les étapes du reportage (mois de février)

Module 11 : La mise en scène en vidéo. Apprentissage de toutes les étapes d'une mise en scène (mois de mars)

Module 12 : Etape de la pratique. Pratique à travers des exercices divers. Assistance sur plateaux de tournage de documentaires à la section production du CEMECA. Gestion d'une entreprise audiovisuelle (avril 2012)

Module 13 : Production individuelle d'un document vidéo de 12 minutes (mai et juin 2012).

Résultats attendus

Après les 8 mois de formation, les stagiaires acquerront un savoir faire basé sur le langage audiovisuel. Ils auront la maîtrise technique des outils de production professionnelle : caméra, banc de montage, etc. Ils seront en mesure de concevoir et de réaliser des reportages, des documentaires et des mises en scène de niveau professionnel.

Ils seront capables de créer et gérer une structure de production audiovisuelle.

Coûts de la formation

- Frais d'inscription	= 2 155 000 FCFA
- Documents pédagogiques	= 75 000 FCFA
- Hébergement	= 240 000 FCFA
- Restauration	= 720 000 FCFA
TOTAL	= 3 190 000 FCFA

Contact

E-mail : cemeca2@gmail.com ou camille_sawadogo@yahoo.fr

Adresse postale : CEMECA-BP 210-Dédougou-Burkina Faso

Tel/Fax : (00226) 20 52 10 22 Portable : (00226) 70 25 36 39

NOUVELLES/NEWS/NOTICIAS

(Posted from 14/08/2011 to 10/09/2011)

Algérie: L'Algérie réfléchit à la privatisation des médias audiovisuels	26
Algérie: Le secteur de l'information audiovisuel sera ouvert au privé	19
Angola: Journalists attacked while covering protest in Angola	17
Burkina Faso: La réception des dossiers a commencé	19
Burkina Faso: Rentrée radiophonique de Radio Salaki	25
Centrafrique: Bayanga, objectif radio.....	27
Centrafrique: Une radio communautaire et un cyber centre électrifiés à l'huile de Jatropha	24
Côte d'Ivoire: Asec Mimosas, La fréquence radio 96.6 FM accordée	23
Côte d'Ivoire: Deux journalistes ivoiriens aux Etats-Unis.....	22

Côte d'Ivoire: Le directeur de la radio Prestige FM, Radio Gôgnoa débarqué	22
Côte d'Ivoire: Le matériel informatique de la radio de Tiassalé emporté dans un cambriolage	25
Côte d'Ivoire: Radios confessionnelles, Les annonces publicitaires désormais légalisées .	21
Cote d'Ivoire: Yamoussoukro - Les animateurs de radio formés sur les Violences basées sur le genre.....	23
DR Congo: Community radio director released after four days in custody	6
DR Congo: Committed to community radio.....	7
Gambia: Gambian security agency threatens to close radio station.....	5
Gambia: Radio ban on Islamic cleric lifted	10
Gambie: Levée de l'interdiction d'antenne imposée à un ecclésiastique islamique	23
Ghana: Hate speech worrying ahead of elections.....	12
Guinée: Des Radios Privées fermées pour non-paiement des redevances annuelles	26
Ivory Coast: Ivorian state broadcaster prepares for imminent liberalization	8
Kenya/Somalia: BBC seeks broadcast journalists	15
Kenya: KBC launches 24-hour vernacular station	13
Kenya: Kenyan govt to award third signal distribution licence	10
Kenya: Kenyan national broadcaster to launch 10 vernacular radio stations.....	15
Kenya: New chief appointed to chair Kenyan broadcasting regulatory body	5
Lesotho: Lesotho private radios go off air amid protests.....	8
Lesotho: Media toolkit for Local Governance in Lesotho.....	14
Lybia: Increasing number of anti-Qadhafi Libyan broadcasters.....	13
Lybia: NTC's "Radio Libya" on former state TV and radio frequencies	13
Mauritanie: 5 radios et 5 télévisions privées autorisées avant fin 2011.....	21
RDC: Bandundu, un directeur d'une radio communautaire enfermé depuis quatre jours dans un cachot des services de sécurité	18
RDC: Bandundu, un journaliste libéré après 96 heures de détention	18
RDC: Engagement en matière de radio communautaire	20
RDC: Joseph Kabila a investi les membres du CSAC	20
RDC: Le CSAC A l'épreuve de sa propre crédibilité et de son efficience.....	21
RDC: Professionnels des médias - La grande marche de colère confirmée.....	24
RDC: Selection des radios bénéficiaires Informorac – Bandundu.....	25
RDC: Tension pré-électorale : quatre journalistes victimes des violences policières lors d'une manifestation	25
Remise de matériel à des radios communautaires, vendredi	26
Resource: RFPA Presents an Introductory Resource on Key Journalism Principles	6
Ressource: RFPA présente une ressource sur les Principes Clé du Journalisme	18
Sénégal/Afrique de l'Ouest: La WADR reçoit à Washington son prix KNIGHT-Batten 2011	27
Senegal/Western Africa: WADR receives prestigious Knight-Batten 2011 Award.....	17
Sénégal: Incendie - Les studios de Manoore Fm calcinés.....	27
Somalia: Islamists said shut down radio station in central Somalia	13
Somalia: Somali journalists urge government to release seized equipment.....	7
Somalia: Somalia's independent Radio Daljir comes under "grenade attack"	14
South Africa/Lesotho: LM Radio to launch in Free State and Lesotho.....	17
South Africa: Bush Radio Urgently Needs Financial Support.....	10
South Africa: Community Radio Struggles While Department Holds On to Funds	14
South Africa: SAfrican special unit in "landmark" probe of fraud at national broadcaster	16
South Sudan: Directorate of Radio and TV Gets Three Transmitters.....	9
Tunisia: Tunisian media face the challenges of freedom	16
Uganda: MPs hit the pause button over digital TV migration deal	7
Uganda: Uganda readies for digital migration	6
Zimbabwe: Zimbabwe's long walk to open airwaves	11

News (Les nouvelles en français suivent p. 18)

NEWS

FROM : 2011-08-15 [EN]

Kenya: New chief appointed to chair Kenyan broadcasting regulatory body<http://www.nation.co.ke/business/news/CCK+complies+with+court+order++names+new+boss+/-/1006/1217972/-/y6rd4uz/-/index.html>

The Communication Commission of Kenya [CCK] on Friday [12 August] moved to comply with a court order that took out the director-general, Mr Charles Njoroge, from office.

The board on Friday announced that Mr Francis Wamukota Wangusi would steer the commission in an acting capacity. Mr Wangusi was until his appointment the director in charge of special projects and broadcasting at the commission.

"This follows an order issued by the high court on Wednesday, 10 August, instructing Mr Charles J.K. Njoroge to cease acting as the director-general until the case challenging his reappointment is heard and determined," said the board in a statement.

High court Judge David Maraga issued the orders following a petition by the Consumers Federation of Kenya (Cofek).

This came only two weeks after Information Minister Samuel Poghiso renewed the contract through a gazette notice following the dismissal of a court case that sought to block the reappointment.

In the first case, a Mr Ibrahim Mwangi Athumani, on behalf of Phone Book Ltd, had asked the court to block the minister from issuing a Gazette notice on the reappointment, saying the move would be unconstitutional.

It was then that Cofek also moved to court to challenge the minister over the reappointment of Mr Njoroge, on the grounds that it was unconstitutional and in breach of the law.

Despite an illustrious first term in office, Mr Njoroge's quest to lead the firm for an additional three years took off on a wrong footing.

The CCK board was initially divided over the renewal of his contract, which ended in June, before recommending the termination of his services.

The case is to be heard and determined in 15 days.

Source: Daily Nation (Nairobi), Website, 13 Aug. 2011; quoted by BBC Monitoring 14 AAUG. 2011

ALERT

FROM : 2011-08-16 [EN]

Gambia: Gambian security agency threatens to close radio station<http://www.cpj.org/2011/08/gambian-security-agency-threatens-to-close-radio-s.php>

Gambian state security agency forced radio station Taranga FM to drop its popular news and current affairs programs for the second time this year, local journalists said. The National Intelligence Agency (NIA) threatened to close the community station southwest of the capital, Banjul, if the broadcaster did not drop its daily news programs in Wolof and Mandinka.

Gambia has an adult literacy rate below 50 percent, according to UNESCO statistics, and the programs - on which government and private newspapers were read in local languages - are essential sources of information for a significant portion of the population. The censorship threat came barely a week after Gambian Foreign Affairs Minister Momodou Tangara declared at a public media forum sponsored by the Commonwealth, of which Gambia is a member state, that the government was "committed" to press reform, according to news reports.

"We condemn the illegal act of political censorship to silence Taranga FM ahead of the November presidential elections," said CPJ Africa Advocacy Coordinator Mohamed Keita. "We call on President Yahya Jammeh to make the rule of law a reality in Gambia. Taranga FM should be allowed to carry out its duties of informing the public about current affairs without government interference."

NIA forced Taranga FM off the air for 32 days in January and February over the same news programs, CPJ research found. In a letter to the station in February, H.M Tamedou, Secretary General of the Office of Gambian President Yahya Jammeh, "authorized" Taranga FM to return to the air with the condition that it not review "opposition" newspapers--independent publications such as Foroyaa, Daily News, and The Point--according to Ghana-based press freedom group Media Foundation of West Africa.

The NIA communicated the ultimatum to Taranga FM Managing Director Ismaila Ceesay on Wednesday after summoning him to its headquarters, according to local journalists. Taranga FM's news programs aired three times daily from Monday through Saturday, and the station had been censoring itself after returning to the air in February, local reports said.

Years of brutal repression of critical reporting by Jammeh's government have turned the Gambia into one of the most repressive countries for journalists in Africa, according to CPJ research.

Among other abuses, the Jammeh administration has summarily banned three independent radio

stations (Citizen FM, Radio 1 FM, and a local bureau of Senegalese station Sud FM) and The Independent newspaper, chilling the press into self-censorship and forcing several journalists into exile. The NIA has not only been involved in arbitrary closures of media outlets, but it has also been involved in extrajudicial detentions and torture of journalists, CPJ research showed. Source: Committee for Protection of Journalists (New York), 12 Aug. 2011

RESOURCE FROM : 2011-08-16 [EN]

Resource: RFPA Presents an Introductory Resource on Key Journalism Principles

http://www.radiopeaceafrica.org/index.cfm?lang=en&context_id=5&context=library&cont_menu_id=16&page=main

Recognising that many staff at community radio stations are volunteers or have not had the opportunity for formal journalism training, RFPA has created a resource with these amateur journalists in mind. Through a series of Journalism Tip Sheets, RFPA aims to provide useful tips and guidelines to help journalists improve the quality of their work.

The four Tip Sheets include pointers on how to find a great story, how to identify sources, how to produce a radio broadcast, and how to write an article. The Tip Sheets are written in a simple style, giving concise and practical advice in an easy-to-use format.

To download the Journalism Tip Sheets, visit the RFPA website, section Library.

Source: RFPA Update, 16 August 2011

ALERT FROM : 2011-08-20 [EN]

DR Congo: Community radio director released after four days in custody

http://www.ifex.org/democratic_republic_of_congo/2011/08/18/manzanza_released/

Alpha Manzanza, director of the community radio station Etoile de Bolobo, which broadcasts from Bolobo, north of Bandundu province, was detained for 96 hours from 11 to 16 August 2011 by the local office of the National Intelligence Agency (ANR).

According to information obtained by Journaliste en danger (JED), Manzanza was arrested after he was summoned by Jean Lokani, head of the Bolobo branch of the ANR. Prior to his transfer to the local police holding cell, Manzanza was interrogated about the purchase of his radio transmitter and about administrative documents allowing him to broadcast. The radio station was accused of broadcasting without proper documentation.

Contacted by JED while in custody, Manzanza said that his radio station was given permission to operate by the regional administrator in April 2011 and that the required documents were filed in February 2011, but he is still awaiting a response. "My radio station only broadcasts press releases and hosts request line shows. I do not know how this concerns the ANR," added Manzanza.

When questioned about his motive for the arrest, Lokani stated that Manzanza, during an episode broadcast on 7 August 2011, declared that, the ANR did not have the power to close down his station or arrest him because he had the support of the foreign press.

JED condemns this clear abuse of power by the head of the ANR.

Source: Journaliste en danger (Kinshasa), quoted by IFEX 18 Aug. 2011

NEWS FROM : 2011-08-21 [EN]

Uganda: Uganda readies for digital migration

<http://www.monitor.co.ug/Business/Commodities/-/688610/1221898/-/cwfmf8/-/index.html>

The process towards Uganda's digital migration is set to begin next month. To aid and accelerate the process, Uganda Communications Commission (UCC) has hired a team of technical experts to offer advice on the requirements and cost implications essential for the necessary infrastructure that will be needed in the new digital era.

"UCC has sought to engage experts from the International Telecommunication Union, a neutral global firm responsible for telecommunication services, to help Uganda establish digital broadcasting services," Mr Fred Otunnu, the manager communications and consumer affairs at Uganda Communications Commission, told Saturday Monitor.

Mr Otunnu said the team will carry out field studies nationwide so as to come up with a report spelling out the type of technologies and the exact amount of money Uganda needs for the project. In 2006, the International Telecommunications Union agency for information and communication technology-related matters, mandated the conversion to digital television broadcasting by June 2015. During this period, it is expected that all countries in the world would have migrated from analogue to digital broadcasting.

Source: Daily Monitor website (Kampala), 20 Aug. 2011; quoted by BBC Monitoring 21 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-21 [EN]

Uganda: MPs hit the pause button over digital TV migration deal<http://www.monitor.co.ug/News/National/-/688334/1221946/-/bjxhbyz/-/index.html>

MPs have declined to approve the Uganda Broadcasting Corporation (UBC) multi-billion digital migration loan until the government provides details regarding the controversial award of a 74m dollars (190bn shillings) contract to Huawei, a Chinese firm.

Huawei has reportedly been hand-picked by the government to provide digital equipment and services which procurement specialists say can cost only 83bn shillings [30m dollars].

UBC is being investigated by the Inspector-General of Government over reports that they signed a multi-billion digital migration deal with Huawei after flouting procurement procedures without the knowledge of other bidders and at an inflated price.

UBC under probe UBC officials led by the minister for information, Ms Karooro Okurut, while appearing before parliament's presidential affairs committee, were on Thursday [18 August] tasked to explain why government is seeking the committee's approval yet the corporation is being investigated.

The Chinese government is to provide the loan. The Import and Export Bank of China will implement the financing of the project, while the Finance Ministry will guarantee it.

Ms Paula Turyahikayo (Rubabo) questioned why UBC is being the sole distributor of the signal. "Let us bring the private sector on board to contribute to the signal distribution through public-private partnership initiatives; and Kenya is already doing this," Ms Turyahikayo said. The Finance Ministry has since halted the award. Investigations into the allegations of contract price inflation continue.

Source: Daily Monitor (Kampala), website, 20 Aug. 2011; quoted by BBC Monitoring 21 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-22 [EN]

Somalia: Somali journalists urge government to release seized equipment<http://www.shabelle.net/index.php?archive=1>

Some Mogadishu-based Somali journalists have asked the Transitional Federal Government [TFG] to give back equipment confiscated from them by TFG forces yesterday [19 August].

The TFG forces also barred the reporters from covering the visit of the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, in Mogadishu.

Government forces said they had been authorized by senior government officials to block the journalists from covering the visit of the Turkish premier.

The affected journalists have now asked the government to return their equipment which include cameras. Some of these reporters participated in a radio programme on abuse subjected to them by the TFG forces and hosted by Radio Shabeelle. The reporters urged the ministries of information and interior to return their equipment and apologize for the wrong action during the radio programme. They urged the TFG to ensure such incidents do not happen in the future. They stressed that the Somali media is part of the solution to the national crisis.

The affected Mogadishu reporters said the move in which the TFG allowed foreign journalists to cover the event and bar locals scribes was a disrespect to the nation, local journalists and the government itself.

The minister of information, who was contacted by Radio Shabeelle about the incident, declined to comment. Before the arrival of the Turkish prime minister, the ministry of information listed the names of the Somali journalist who will cover the visit. However, the TFG later declined them access and treated reporters as foreigners.

The incident is a blow to Somali journalists who play role to see a strong government for the Somali people. This is not the first time that the government had mistreated local journalists.

Source: Shabeelle Media Network website (Mogadishu), in Somali 20 Aug. 2011; translated and quoted by BBC Monitoring 21 AUg. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-23 [EN]

DRCongo: Committed to community radio<http://weekly.farmradio.org/2011/08/22/democratic-republic-of-the-congo-committed-to-community-radio-syfia/>

At first glance, there is no evidence of a radio station inside the colonial style building. Perhaps the two antennas on the roof and solar panels that provide electricity offer a clue. Inside, the entrance leads to an isolated room. The room looks more like a repair shop than a broadcast booth. There are two microphones on a round table. Converters, cables, and speakers are piled all around. Kasoki Tembo is busy preparing tonight's program. The sound of a baby crying indicates that this is a family affair.

Mr. Tembo is the founder of Kalembera radio. It's a small radio station in Masisi, eastern Democratic Republic of the Congo. The station has a range of about 40 square kilometres. Mr. Tembo is in his fifties, with graying hair and a white beard. He is married with 15 children. And he is considered a pioneer of radio in the east of DR Congo. After taking several courses in communication, he began his radio adventure in 1986. He helped set up the first stations in North Kivu. For example, he contributed to the establishment of radio Star Goma, which was replaced by the National Radio Television of Congo (TRNC).

Now Mr. Tembo is technician, trainer, and journalist for Kalembera radio. The station operates with basic equipment in these times of digital broadcasting. But Mr. Tembo defends his station with passion. The most important thing for him is that the inhabitants of Masisi have the right to information and entertainment.

With few resources, but helped by his family, he brings information to people who have little access to media. A listener says, "Before installing this radio, we could hear foreign radio stations broadcasting on shortwave. But there was little information that was relevant for us. With Papa Tembo, we are informed about what is happening closer to home."

However, some listeners complain about the way the radio is managed. One says, "I am a faithful listener of FM Kalembera, but I think the station is very poorly managed. With the father as director and journalist, the wife as technician and presenter, and children in various functions, it's hardly professional."

Mr. Tembo cites lack of resources to hire professionals. He emphasizes, "The most important thing for me is that people are well informed. But I cannot commit to take financial risks by hiring staff that I could not pay." Despite these difficulties, Mr. Tembo is working hard to continue his radio adventure and communicate with his community.

Source: Syfia, translated and quoted by Farm Radio Weekly, Issue 169, 22 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-23 [EN]

Ivory Coast: Ivorian state broadcaster prepares for imminent liberalization

[Presenter] An explanation and discussions meeting took place today between the HACA, meaning the High Audiovisual Communication Authority, and the management of the RTI [Ivorian Radio and Television Company]. The HACA is requesting greater professionalism from the RTI and the RTI, through the voice of its managing director, has promised to do so. Francis Kassy has the details.

[Kassy] The meeting took place at the premises of the RTI in the Cocody district of Abidjan.

According to the HACA chairman, it is a visit of discussions between professionals around a tool which is the common property of all Ivorians, namely the couple public radio and television. Ibrahim Sy Savane then said the following to his hosts.

[Savane] The present context is favourable for you to overcome some outmoded practices. One cannot (?be) at the centre of change and remain immobile and fold back on outmoded practices. Even if it is true that unfortunately, man is what he is, we must do everything possible to do away with this heavy tendency which can be more damaging at the time of liberalization. Ladies and gentlemen and Mr Managing Director, can we bet that as men and women of experience, you will be able to break with these habits?

[Kassy] The RTI will play its role as a public service media, the managing director, Lazare Saye Aka, reassured.

[Aka] The speech of the HACA chairman has reassured us. And we think that the style, therefore the collaboration which he is suggesting to the RTI is the best way for us to work professionally free from every pressure and in total responsibility. This is an RTI which will be able to assume its professional maturity.

[Kassy] Another highlight of these discussions was the imminent liberalization of the television announced by the HACA chairman. That is why according to Ibrahim Sy Savane, the RTI must get prepared to meet the challenge that this will impose on it.

Source: ONUCI FM (Abidjan), in French 17 Aug. 2011; translated and quoted by BBC Monitoring 23 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-24 [EN]

Lesotho: Lesotho private radios go off air amid protests

<http://www.misa.org/cgi-bin/viewnews.cgi?category=2&id=1313994276>

On 17 August 2011, four private radio stations in Lesotho were off air for most of the day, on the third climactic day of protests against the government.

In the early hours on 17th August 2011, only static could be heard from the four stations' assigned frequencies. The situation had Christian broadcaster Harvest FM and independent music and

current affairs stations People's Choice FM (PC FM), MoAfrika FM and Thaha-Khube FM (TK FM) off air. This happened a day after the government held an unusual meeting with at least two of the affected stations.

At the close of business, at least two stations signals had been restored.

The radio stations had been providing live coverage of protests by factory workers which started on Monday, 15 August 2011. The interruptions started less than 24 hours after a meeting between private radio stations managers, acting principal secretary of the Ministry of Communications and chief executive officer of Lesotho Communications Authority.

During a visit by MISA Lesotho, Harvest FM station manager 'Malichaba Lekhoaba said she was called to the meeting by the acting principal secretary of the Ministry of Communications Ratokelo Nkoka who made what she termed "threats" that her radio station was going to be "shut down" if it did not "mend their ways as this was a sensitive issue".

According to Lekhoaba, Nkoka did not specify which areas needed to be mended but he just said the radio stations would be shut down if it continued to broadcast with disrespect.

In response to the MISA Lesotho inquiry about the radio stations being off-air, Nkoka said it was just a "bad coincidence" that the radio stations went off-air after their meeting and during the protests. He said that it was a technical problem and even the national broadcaster Radio Lesotho was affected as the problem was with new FM transmitter equipment, although Radio Lesotho was broadcasting on FM uninterrupted from well before noon.

Since Monday, 15 August 2011, Lesotho has seen a protest movement headed by striking textile workers demanding higher wages and opposition leaders were at the forefront of the protest. Protests turned violent with several people shot when police opened fire following a clash with protesters.

MISA Lesotho calls on the government to respect its repeated promises of abiding by press freedom standards and to immediately allow the four stations to resume broadcasting uninterrupted, and to prevent similar situations in the future. It also calls on the government to fully inform the public as to why the stations were off air and to allow all parties to fully investigate government claims that the interruptions were due to "technical" failures.

Source: Media Institute of Southern Africa (Windhoek), 19 Aug. 2011; quoted by BBC Monitoring 24 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-25 [EN]

South Sudan: Directorate of Radio and TV Gets Three Transmitters

<http://allafrica.com/stories/201108231234.html>

The Directorate of Radio and TV in the Ministry of Information has received one new FM radio and two TV transmitters.

The caretaker minister for Information, Hon Dr Barnaba Marial Benjamin said that the new equipment will extend the reach of the state radio and television services. "This is a major achievement for the new country", he said.

Dr Marial said that radio and TV play a pivotal role in disseminating valuable information on government programmes and policies as well as educating the masses on issues relating to health and agriculture among other matters close to the heart of the new nation.

He commended the work of the Directorate explaining that SSTV ventured into satellite broadcasting within the first two years of the establishment of the then Government of Southern Sudan. He said that this was not a mean fete but an indication of the government's commitment to empower the people with information and knowledge.

The caretaker minister said that the fact that SSTV broadcasts for only 12 hours on satellite limits its potential. Nonetheless, he explained that it is still a good achievement enabling people all over the world to tune in to the channel and access authentic information on South Sudan. With the two new transmitters, he said, the SSTV will soon launch 24-hour broadcasts.

Dr Marial also commended the Directorate for its superb performance during the independence celebrations. He said the occasion was a success largely because of the publicity and promotion programmes which the radio and television executed. He urged the staff to keep up the good work assuring them that many South Sudanese, including President Salva Kiir Mayardit, tune in to their broadcasts.

The caretaker minister made these remarks when he officially opened new office blocks at the South Sudan TV (SSTV) premises in Juba yesterday. He clarified that these offices are temporary and will be used by the Directorate while a new premise is being constructed for it. The caretaker minister announced that the new premise will be a modern facility with multiple production and broadcast studios for radio and TV as well as a media centre. He said the Ministry has financial challenges but pledged that it will do what is possible with the meagre resources available.

The Acting Undersecretary Mr Mustafa Biong Majak said that given the important role radio and

television play in the dissemination of government policies, the Directorate is normally given priority when allocating resources in the Ministry.

The function was attended by staff of the Directorate led by the Director General Mr Arop Bagat, Director of SSTV Mr Francis Duku, Director of South Sudan Radio Ms Susan Alphonse, among other senior officers.

Source: Government of South Sudan (Juba), 5 Aug. 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-08-25 [EN]

South Africa: Bush Radio Urgently Needs Financial Support

<http://allafrica.com/stories/201108231197.html>

Bush Radio, a community station based in the Western Cape for the last 20 years, is facing closure unless it can find urgently needed funds to support its business. It is not only a radio station but provides broadcast training to individuals, radio stations and media institutions in Africa, with a special focus on Southern Africa.

From campaigning against the apartheid government for a free and independent broadcasting authority, to being present on Cape Town's Grand Parade when Nelson Mandela addressed the nation as a free man, it has played an indelible part in the shaping of the history of the new South Africa.

Over the past three years, this pioneering radio station and training centre has been hit hard by the current economic climate, recently resulting in it having to re-evaluate its operations in order to remain sustainable and influential in this fast-changing and exciting environment. It is trying to raise R300 000 to pay rent, transmission and other running costs and needs concrete proposals by 31 August 2011.

Its legacy of assisting and being supported by communities all around the Cape is extensively documented on its website www.bushradio.co.za.

Source: Biz-Community (Johannesburg), 23 Aug. 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-08-25 [EN]

Kenya: Kenyan govt to award third signal distribution licence

<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/kenyan-govt-to-award-third-signal-distribution-licence>

The Kenyan government will award the third licence to distribute digital signals in Kenya to a consortium of local broadcasters as it moves to mend relations strained by a decision to award the second licence to a Chinese firm.

The award of the second licence to China's Pan African Network Group sparked uproar in the media industry with players expressing fear that the platform would be used to gag media freedom and place private broadcasters at the mercy of the signal distributors, a controversy that was threatening to jeopardise the digital migration process.

Source: Media Network Blog Radio Netherlands (Hilversum), 24 Aug. 2011

ALERT

FROM : 2011-08-25 [EN]

Gambia: Radio ban on Islamic cleric lifted

http://www.ifex.org/the_gambia/2011/08/22/fofanah_radio_ban_lifted/

Bakawsu Fofanah, a popular Islamic cleric, whose weekly sermons were broadcast on the government-controlled, state-owned the Gambia Radio and Television Service (GRTS) until they were banned last fall, will soon be back on the air. President Yahya Jammeh, who is also the Minister of Religious Affairs, lifted the ban on June 7, 2011, according to the privately-owned newspaper "The Daily News".

"His Excellency has approved your request and you are hereby given permission to go ahead [with your Islamic programme]," quoted a report in the August 17, 2011 edition of "The Daily News".

Fofanah has suffered several bans after a disagreement with The Gambia Supreme Islamic Council (SIC) over dates for the celebrations of two main Muslim festivals in the country.

President Jammeh, who has always doubted Fofanah's religiosity had at a point in time snapped "even the shoe I wear is closer to Allah than you are."

Shortly after the radio ban, he was also banned from religious activities in the country for his criticism of the SIC. The SIC, with the blessing of President Jammeh, banned Fofanah from engaging in religious activities. His Islamic school was also banned. On October 13, 2010 the ban on Fofanah was lifted with a stern warning from President Jammeh.

"I am happy about the decision of the Islamic Council and President Jammeh," Fofanah told the newspaper.

It is not clear when Fofanah will resume broadcasting.

Source: Media Foundation for West Africa (Accra), quoted by IFEX 22 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-25 [EN]

Zimbabwe: Zimbabwe's long walk to open airwaves

<http://fesmedia.org/african-media-news/detail/datum////zimbabwes-long-walk-to-open-airwaves/>

The Zimbabwean media industry still has a long way to go before it can begin enjoying the fruits of open airwaves. The interconnectedness between political power and the media, analysts say, means that meaningful broadcast reforms are unlikely to occur in the country anytime soon, at least not before the planned general elections.

"There is no political will to open the airwaves," says Luckson Chipare, of the DW Akademie Training Programme in Zimbabwe.

According to Chipare, the reluctance by President Robert Mugabe's ZANU-PF party to give up control of the airwaves and pave the way for broadcast reforms arises from the critical role that radio plays.

With its wider reach into the remote areas, which far outstrips the other forms of mass media, it remains the most effective tool in the hands of politicians interested in wielding power.

However, Chris Mutsvangwa, a Zanu-PF member of the Zimbabwe Media Commission, insists that the current state of affairs has nothing to do with politics, and is instead a product of "technological and regulatory challenges".

Mutsvangwa says that the government is committed to encouraging open airwaves because radio, and especially community radio, is an effective medium which opens the door to communication at the level of communities.

He argues that the fact that there are several privately owned newspapers in Zimbabwe demonstrates the government's aspirations for a free media.

"We have already done this for newspapers; we will do the same for radio," he adds.

While indeed there are privately owned papers at the moment, the government still maintains a tight grip on the airwaves.

This has forced some private radio stations, referred to as 'pirate radio stations', to broadcast from foreign countries. One such station is SW Radio Africa, which Gerry Jackson runs from London.

"I have never worked in an enabling media environment," she says.

Her station was shut down in Zimbabwe about a decade ago, after only six days of test broadcasting. This followed the granting of a petition she had filed before the Supreme Court for a license. With her base destroyed, and when no country in the region would host her station, she set up shop in the UK.

It is not smooth sailing for such stations, which limits their ability to provide an alternative source of information to the citizens.

Henry Masuku of Zimbabwe Association of Community Radio Stations (ZACRAS) says that the stations are hampered by signal strength and the limited amount of time that they are able to broadcast since none is on air throughout the day.

The government has also been vexed by these stations, a situation that has seen it repeatedly criticize the countries that host them.

Zenzele Ndebele of Radio Dialogues, says that liberalizing the airwaves would eliminate the problem of 'pirate radio stations', which vexes the administration. Besides, it would encourage the emergence of community radio stations to cater for the many cultures and languages.

Lately, there have been steps being made towards opening the airwaves. The country's industry regulator has begun the process of licensing two commercial radio stations. The Broadcasting Authority of Zimbabwe made a call for applications for the licenses, the deadline for which has since passed.

This notwithstanding, pessimism still persists amongst players over the future outlook of liberalising Zimbabwe broadcasting.

Jackson says that it offers just a 'tiny slight hope' that there could be change since the process might be delayed.

The country's minister of state in the office of the prime minister, Jameson Timba, concurs that in the short to medium term, the prospects for reforming the broadcast industry are dim.

"This is because we are not just dealing with the media but political power. Media is power and if you give it up you are giving up power," Timba says.

"I do not expect the contribution of an alternative source of information before the next elections," Timba adds.

The minister's lack of confidence in the system arises from what he considers unlawful constitution of the industry regulator's board. Ironically, the board was put together during his time as deputy minister for information.

Several suggestions have been put forth to deal with the situation in Zimbabwe and to reform the broadcasting atmosphere.

"The key to sorting out this problem is political reforms," says Prof Tawana Kupe, Dean in the Faculty of Humanities at the University of the Witwatersrand, who adds that the situation is not unique to Zimbabwe.

Without reforms in the political field, Prof Kupe notes, Zimbabweans could get what an arrangement that looks like open airwaves, while in reality it is not.

Prof Kupe says that it is incumbent upon the Movement for Democratic Change (MDC), Zimbabwe's main opposition party and partner of the ZANU-PF in the coalition government to mobilize key political constituencies to pressure for change.

"Political reforms do not happen on their own," he argues.

However, there is a feeling that neither does the MDC offer credible commitment to implementing broadcast reform in the country.

"I do not think that there is political will with either ZANU-PF or MDC. Theirs is just a political game," says Chipare.

However, Jackson says, it is time to move beyond holding forums to discuss the broadcasting situation in Zimbabwe, which are never about the reality and moving things forward.

"If we do not engage with the game, it continues; if you refuse to play along with it, the game ends," she adds.

Source: journalim.co.za (Wits University, South Africa) quoted by fesmedia.org, 23 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-08-25 [EN]

Ghana: Hate speech worrying ahead of elections

<http://www.africareview.com/News/Hate+speech+in+the+media+worries+Ghana+ahead+of+elections/-/979180/1224478/-/uknusz/-/index.html>

Hate speech and political insults being spread across the airwaves, especially private radio, could very well ignite Kenyan-style post-election violence in Ghana, a study by a private lobby group warns.

The West Africa Network for Peace-building (WANEP) further warns that the authorities should not remain idle as hate speech takes control of the airwaves.

Alarmed by the trend, Vice-President John Mahama is pleading with politicians to desist from using abusive and inflammatory language which is increasingly being broadcast through radio stations owned by politicians.

"Our political discourse is becoming very aggressive, very hostile, and day in day out in the media we find people on different sides of the political divide hurling insults at each other. Insults will not win you power," VP Mahama recently cautioned.

Before the WANEP report was made public, many people had indeed expressed fears of a deteriorating atmosphere as next year's election approaches.

Need for civility

The fears were not groundless, remembering that during the last election, inflammatory rhetoric almost drove the country into civil strife, especially after the first round polls when heated demonstrations were sparked off targeting the offices of the Electoral Commission in Accra.

Two radio stations, Radio Gold and Oman FM, all based in Accra, fuelled the passions by broadcasting messages that urged the demonstrators on.

The tone in airwaves has not changed much and Church leaders have been complaining about the use of radio by politicians as platforms to insult their opponents.

Such fears were heightened early this month when deputy Tourism minister James Agyenim-Boateng and the director of communications for the opposition New Patriotic Party, Nana Akomea, clashed on a radio show and insulted each other.

What is more, they declined to apologise for their on-air behaviour.

The WANEP report is part of a West Africa Conflict Assessment being done on Ghana to sensitise politicians on the need for civility.

"Election 2012 presents a window of vulnerability that could lead to sporadic and localised violence," the report says.

Executive director of WANEP, Emmanuel Bombande, says the fears could be allayed through intensive public education.

However, the report concludes on a tentatively hopeful note: "The incentives for peace appear to outweigh the incentives for conflict. Nonetheless, politics of patronage and corrupt practices of politicians make competitive elections a cause for concern."

Source: Africa Review (Nairobi, Kenya), 25 Aug. 2011; quoted by fesmedia.org 25 Aug. 2011

ALERT FROM : 2011-08-26 [EN]

Somalia: Islamists said shut down radio station in central Somalia

The Moderate Islamists of Ahlu Sunna Wal Jama'a have shut down independent Radio Cabuud Waaq in central Somalia, privately-owned Radio Gaalkacyo reported on 25 August. According to the director of Radio Cabuud Waaq, Abdikarin Bulhan, the Radio "received a decree" from Ahlu Sunna Wal Jama'a administration, ordering the shutting down of the radio, and then followed by dozens of Ahlu Sunna Wal Jama'a militants who "raided" the Radio and made it off air. The reason behind this move remains unknown, but sources say the Radio has aired news about "fresh dispute" among senior Ahlu Sunna Wal Jama'a leader, who held a meeting in Cabuud Waaq town.

Somali journalists have been facing hardtime, harrasment, killing and censorship from rival political groups in the country for the last few years.

Source: Radio Gaalkacyo, Gaalkacyo, in Somali 25 Aug. 2011; translated and quoted by BBC Monitoring 26 Aug. 2011

NEWS FROM : 2011-08-28 [EN]

Kenya: KBC launches 24-hour vernacular station

<http://www.kbc.co.ke/news.asp?nid=72153>

The Kenya broadcasting corporation is at it again, this time with the launch of its first 24-hour Kalenjini vernacular station.

Kitwek 98.0 FM joins the large KBC family at a time when media in the country is diversifying. Information minister Samuel Poghiso officially launched the station in Eldoret town where it was warmly received by enthusiastic listeners.

Poghiso said the radio station will boost various projects like farming, livestock development, business and advertising activities in the region which is rich while the youth's talents will be honed and utilized to the maximum by this medium.

The minister further said that the new constitution promotes freedom of expression including in mother tongue, and refuted allegations that the vernacular local radio station would encourage disunity among all Kenyans. [...]

Full report and source: KBC (Nairobi), Website, 27 Aug. 2011; quoted by BBC Monitoring 28 Aug. 2011

NEWS FROM : 2011-08-28 [EN]

Lybia: NTC's "Radio Libya" on former state TV and radio frequencies

Al-Qadhafi's former state media infrastructure appears to now be under the control of the National Transitional Council. The satellite frequencies formerly used by Al-Qadhafi's state Al-Jamahiriyah TV, are broadcasting a new radio station over the picture of the tri-colour "crescent and star" flag of the Libyan uprising with the caption "Libya satellite". The radio was identified by the announcer as "Radio Libya".

The channel, observed to have changed on 25 August, is relaying patriotic music with songs praising the Libyans and their revolution in Arabic and English. Some of the songs are tracks that are played on the National Transitional Council's Libya TV (Al-Ahrar).

An announcer on the channel, Abd-el-Hakim bin Othman, hosting a phone-in programme at 1628 gmt on 25 August, welcomed listeners to "this open space (programming) for all the free Libyans to interact". The presenter, backed by a "director" and "coordinator" in preparing the programme, identified the station as "Radio Libya". He added that channel could be accessible on the following frequencies:

"96.6Mhz on FM and 1053Khz on AM". The latter frequency was used by Al-Qadhafi's state radio. The presenter added: "This is their first broadcast on Radio Libya".

Source: Media observation by BBC Monitoring, 26 Aug. 2011

NEWS FROM : 2011-08-28 [EN]

Lybia: Increasing number of anti-Qadhafi Libyan broadcasters

As of 1500 gmt on 26 August, the main source of anti-Qadhafi broadcasts is the National Transitional Council's Qatar-based Libya Al-Ahrar TV, which has been broadcasting for some months. It is available on three satellite frequencies 10992 V 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A (Eutelsat); 12380 V 13degrees E Hotbird (Eutelsat); 12732 H 53 degrees E Express AM22 (Russia). The NTC appears to be in control of Al-Qadhafi's former state media infrastructure. The satellite frequencies formerly used by Al-Qadhafi's state Al-Jamahiriyah TV were observed broadcasting a

new pro-rebel radio station identified by the announcer as "Radio Libya". He stated that the radio was also broadcast on 96.6Mhz FM and 1053Khz AM, but BBCM has not been able to verify this. A number of other apparently anti-Qadhafi satellite channels have been observed, whose programming consists of test transmissions or looped recorded video. These are:

- * Ahfad al-Mukhtar 11258 H 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A,
- * Misurata TV 11258 H 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A,
- * Misrata TV 11258 H 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A,
- * OYA TV 11258 H 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A,
- * Libya TV 11393 V 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A,
- * Libya Awalan 11355 V 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A.

Two anti-Qadhafi radios have been observed broadcasting on satellite. They are:

- * Libya FM 10949 V 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A,
- * Al Asimah Trablus 12379 V 7.2 degrees W Atlantic Bird 4A.

Source: Media observation by BBC Monitoring 26 Aug. 2011

ALERT FROM : 2011-08-28 [EN]

Somalia: Somalia's independent Radio Daljir comes under "grenade attack"

At least one person has been injured as Somalia's independent Radio Daljir comes under "grenade attack" in Gaalkayo town, central Somalia, privately-owned Radio Gaalkacyo reported on 26 August 11.

Director of Radio Daljir, Abdifitah Umar Gedi, told the media that unknown people "hurled a grenade at the premises of Radio Daljir in Gaalkacyo town last night, adding that only one security guard was injured in that attack."

The director further stated that the grenade explosion had badly damaged the the radio station and had smashed equipment of the broadcasting station.

According to the radio, no one has been arrested for the an overnight attack and security forces are continuing with investigations.

Source: Radio Gaalkacyo, Gaalkacyo, in Somali 1015 gmt 26 Aug. 2011; translated and quoted by BBC Monitoring 27 Aug. 2011

ALERT FROM : 2011-08-28 [EN]

Lesotho: Media toolkit for Local Governance in Lesotho

http://www.idasa.org/our_products/resources/output/promoting_media_coverage_at/

This Media Toolkit for Local Governance in Lesotho is the result of a unique and successful partnership between the Media Institute for Southern Africa (MISA) in Lesotho on the one hand and the Institute for the Advancement of Journalism and African democracy institute Idasa, both based in South Africa, on the other hand. It is based on the training curriculum used by Janine Lazarus, Derek Luyt and Paul van Hoof during a training course for Lesotho journalists, organised by MISA between May and July 2011. The objective of the training was to improve media coverage of news items and events that happen outside Lesotho's capital, Maseru, in particular with reference to what is going right and wrong in terms of service delivery and local governance.

To improve such media coverage one has to focus both on the providers and the collectors of such news. This toolkit therefore consists of 2 parts; the first focusing on journalists covering local governance-related news items, while the second part is intended for local government officials and NGOs, assisting them to make more effective use of the media.

The document can be download free: 45 pages, 468 kb.

Source: Google Groups "Community Media" group, 26 Aug. 2011

NEWS FROM : 2011-08-31 [EN]

South Africa: Community Radio Struggles While Department Holds On to Funds

<http://allafrica.com/stories/201108292276.html>

While the oldest community radio station in the country, Bush Radio, faces closure due to lack of funds, the Department of Communications has reportedly let over R24 million ring-fenced for community radio to remain unspent.

Last week the Sunday Argus reported that the as-yet-unreleased Auditor General's report on the department's management found that only R820 000 out of R25 million in the 2010/2011 budget set aside "to supply community radio stations with broadcast equipment" had been spent, leaving

R24.18 million untouched.

This made up part of the total of R710 million that remained unspent during the past financial year. On hearing the news, Bush Radio Managing Director Brenda Leonard said this was "a shame".

She said in 2010 the station had applied to the department for new equipment to replace the ageing 15-year-old equipment they were currently working with, but had received no response.

Other community radio stations across the country have also criticised the department for not spending their money while they battled with outdated equipment.

Cape Town's Radio Zibonele Station Manager Mzamo Ngomane said it was "awful" that the department neglected to spend their money while radio stations were badly in need of funds.

Communication of the existence of the fund by the Department of Communication was also lacking. Ngomane said he did not even know the money was there, if he had, he would have applied for new equipment as what they were using was donated to them "a long time ago".

Eastern Cape's Vukani Community Radio Station Manager Xola Nozewu said their equipment was also "appalling" but did not want to comment before the department provided reasons for not spending their money.

Speaking on behalf of the National Community Radio Forum Patrick Kikine said it was "premature" to blame the department as they had told the forum the budget might not be spent.

He said there was a meeting scheduled for October where the issue will be discussed.

But Kikine said the CRF was aware of the problems facing Bush Radio and said "I promise you it will not close down".

Department of Communications spokesperson Pearl Seopela did not deny that the R24 million for community radio had not been spent, but said the department's 2010/2011 Annual Report had yet to be tabled before Parliament.

"I will therefore advise you to wait for our media briefing where we will highlight issues that are addressed in the Annual Report," she said.

Hawker reported that the Auditor General's report blamed the lack of delivery by the department on "the monster clash between former Communications Minister Sipiwe Nyanda and axed Director Genral Mamodupi Mohlala".

Source: West Cape News (Cape Town), 29 Aug. 2011; quoted and distributed by allAfrica.Net

RESOURCE FROM : 2011-08-31 [EN]

Kenya/Somalia: BBC seeks broadcast journalists

<http://ijnet.org/opportunities/bbc-seeks-broadcast-journalists-kenya>

The BBC seeks a Somali-speaking broadcast journalists to work in Nairobi, Kenya.

The broadcaster will work with the BBC Somali Service, one of the most trusted news organizations broadcasting to the Horn of Africa and the Somali diaspora.

Responsibilities include originating, researching, preparing, producing and presenting a range of output for radio, online and other media forms.

Applicants must have native fluency in Somali and full comprehension of English. A strong microphone voice and radio presenting skills are also required.

Source: IJNet

NEWS FROM : 2011-09-02 [EN]

Kenya: Kenyan national broadcaster to launch 10 vernacular radio stations

<http://www.investors.com/NewsAndAnalysis/Newsfeed/Article/135465934/201109010314/Kenyan-national-broadcaster-to-launch-10-vernacular-radio-stations.aspx>

Minister for Information Samuel Poghisho has defended the licensing of vernacular radio saying they are useful in promoting culture and languages in the country.

Poghisho said those running vernacular stations should hire qualified personnel who ensure professionalism and adhere to ethics, to avoid misuse of the stations to cause ethnic differences.

He said the Kenya Broadcasting Corporation [KBC] will by the end of this year launch 10 vernacular stations in the country.

Poghisho said the channels will be used to sensitize people on government issues and other development matters which promote national cohesion and unity.

Poghisho was speaking during the launch of Kitwek FM at Eldoret 64 stadium in Eldoret. The station broadcasting in Kalenjin is run by KBC. [Eldoret is located northwest of Nairobi, and lies deep in the heartland of Kalenjin speakers, a community known by the same name]

"It's the content of what is aired that can be a problem. Language is not a problem because even English and Kiswahili can be misused", said Poghisho. He said KBC would launch the first digital broadcasting signal this year as Kenya moves from analogue to digital broadcasting.

The minister said migration to digital migration from analogue was an international requirement to

be met by the year 2015. Poghisho said the media is aware of the changes taking place in the industry. He said each county will be able to set up its own channel for promoting development initiatives like tourism.

Poghisho said vernacular stations will act as an important tool for conserving people's culture and will also teach young people their languages. He called on KBC, by virtue of being the national broadcaster, to ensure that it has more than the 40 per cent local content as required of all media houses.

KBC Managing Director Waithaka Waihenya said the station is the cheapest in advertising rates. Source: The Star (Nairobi), 28 Aug. 2011; quoted by Investors.com quoting BBC Monitoring 02 Sept. 2011

NEWS

FROM : 2011-09-03 [EN]

South Africa: SAfrican special unit in "landmark" probe of fraud at national broadcaster

<http://www.businessday.co.za/Articles/Content.aspx?id=152359>

The Special Investigating Unit (SIU) is investigating misuse of funds and fraud amounting to R1.4bn at the SABC [South African Broadcasting Corporation].

The extent of the fraud and misuse of public funds comes as the SABC is once again appealing to the government for a bail-out.

The SIU has finalised six cases concerning the public broadcaster which have been referred to the National Prosecuting Authority for a decision on prosecutions.

The unit's sweeping probe into financial irregularities started at the request of the SABC 10 months ago.

It has now asked for an extension until March because investigators have uncovered further irregularities at the broadcaster - including wasteful expenditure and possible criminal behaviour relating to last year's Soccer World Cup.

Among the staff being investigated is a former group CEO, the SIU's acting head of communications, Marika Muller, said yesterday. [...]

Full report and source: Business Day, Website, 2 Sept. 2011; quoted by BBC Monitoring 3 Sept. 2011

ALERT

FROM : 2011-09-04 [EN]

Tunisia: Tunisian media face the challenges of freedom

http://www.swissinfo.ch/eng/specials/the_arab_spring/Tunisian_media_face_the_challenges_of_freedom.html?cid=30994176

In the lead up to parliamentary elections in Tunisia in October, the Swiss NGO Fondation Hirondelle has formed a partnership with Tunisian public radio.

With its record of having launched several radio stations in war-torn countries, including the Democratic Republic of Congo, Liberia and Kosovo, the Lausanne-based Hirondelle Foundation has the expertise to assist the Tunisians in facing the challenge of providing fair political coverage.

The foundation signed a convention with Tunisian public radio this week. The new head of the country's radio service, appointed by the transitional government, sought the help of the Swiss foundation but the funding comes from a United States government State Department democracy-building programme.

Tunisian journalists lack professional experience in election coverage simply because there have been no free and fair elections in Tunisia in 30 years of dictatorship.

According to the Hirondelle Foundation, the Tunisians have asked for help in establishing an electoral charter and a programme schedule especially for the elections.

The backing comes from across the Atlantic. The Hirondelle Foundation responded to an invitation to tender from the Middle East Partnership Initiative (MEPI)'s Tunisia programme.

MEPI funds projects that contribute to various democracy-building goals including the expansion of political participation, strengthening of civil society and the rule of law, and opening up the media. Samuel Turpin of Fondation Hirondelle is committed to the project. "It's not about creating a new station like we have done elsewhere, because the Tunisian public radio network covers the country well with nine public service channels, four national and five local.

"Our role is to bring advice and expertise, to bring the brain power, bearing in mind that everything is decided together, as stipulated by the convention that joins us." [...]

Full report and source: swissinfo.ch, 28 Aug. 2011

NEWS

FROM : 2011-09-08 [EN]

South Africa/Lesotho: LM Radio to launch in Free State and Lesotho<http://www.bizcommunity.com/Article/120/59/63665.html>

Mozambique's English language music radio station, LM Radio, which started broadcasting in October 2010 can now be heard in the Free State Province of South Africa and Lesotho.

LM Radio signed a long-term agreement with the Lesotho National Broadcasting Service (LNBS) to rent airtime on the 1197 kHz Medium Wave (AM) transmitter located near Maseru. In terms of the agreement, LM Radio's programmes will be carried on the 1197 AM transmitter during the hours 7am to 5pm, 7 days a week.

LM Radio presenters include Brian Oxley, Tinky Pringle, Reg de Beer, Peter de Nobrega, Dave Simons, Nick Megens, Anne Williams and station founder Chris Turner.

The station will officially launch on 1 October 2011 but test transmissions are currently being broadcast.

LM Radio broadcasts 24 hours a day on FM to listeners in Maputo and surrounding areas, on free to air satellite and Internet streaming via www.lmradio.net.

Source: Bizcommunity.com , 5 Sept. 2011

ALERT

FROM : 2011-09-08 [EN]

Angola: Journalists attacked while covering protest in Angola<http://www.cpj.org/2011/09/journalists-attacked-while-covering-protest-in-ang.php>

Angolan security forces attacked journalists covering an anti-government protest on Saturday in the capital, Luanda, news reports said. At least two dozen people were arrested and several others injured as police blamed the violence on protesters.

Security forces attacked several journalists during the protest in Luanda's Independence Square. The journalists said to be attacked were identified as Alexandre Neto, a local correspondent for the U.S. government-funded broadcaster Voice of America; cameramen Hugo Ernesto and Nicolau Chimbila of Portugal's state broadcaster RTP; and reporters Coque Mukuta of Radio Despertar and Ana Margoso of Novo Jornal. Angolan state broadcaster TPA also reported that its news team had been attacked, allegedly by protesters, according to news reports.

Neto told CPJ that police and unidentified men in plain clothes knocked him down and seized his backpack with his cell phone, camera, passport, and driver's license. The items were not returned, local journalists said. RTP broadcast footage showing unidentified men in plain clothes attacking one of its cameras and knocking down a member of its crew. RTP Luanda Bureau Chief Paulo Catarro reported that one of the station's cameras had been broken.

Security agents also attacked Portuguese journalist António Cascais, who was conducting journalism training in Angola, as he left his hotel to walk toward the demonstration, news reports said. The agents threw Cascais on the ground, searched his pockets, and confiscated a digital camera and two phones, local journalists said.

"We condemn the security forces' use of violence and intimidation to prevent journalists from covering anti-government protests," said CPJ Africa Advocacy Coordinator Mohamed Keita. "The authorities must return all confiscated journalistic material and pay compensation for damaged equipment. They should also hold to account all those responsible for the violence against the media."

The few hundred protesters had gathered to call on President José Eduardo dos Santos to step down after 32 years of rule, news reports said. Police and unidentified assailants began to attack the participants after a group of protesters attempted to march to the presidential palace to demand the release of Pandito Nerú, one of their leaders, who had been abducted at gunpoint earlier that day by security forces.

Saturday's protest was at least the second time since March that Angolan authorities have sought to obstruct journalists from covering public protests that call for democratic and economic reforms, CPJ research showed.

Source: Committee to Protect Journalists (New York), website, 6 Sept. 2011

NEWS

FROM : 2011-09-10 [EN]

Senegal/Western Africa: WADR receives prestigious Knight-Batten 2011 Awardhttp://wadr.org/en/site/news_en/1918/WADR-receives-prestigious-Knight-Batten-2011-Award.htm

The West Africa Democracy Radio (WADR), a trans-territorial, sub-regional broadcaster based in Dakar, has received a 2011 Knight-Batten Awards for Innovations in Journalism at a ceremony held at the Newseum in Washington, D.C.

WADR shared the award with its long-time partner, Sourcefabric, a Czech NGO, that designed and built the radio's website – the prize winner – which integrates several open source tools, including Newscoop CMS, Airtime radio software and the SoundCloud audio-distribution platform to publish reports in French and English online, on air and on social media.

Full report and source: WADR (Dakar), Website, 9 sept. 2011; information reported to TRRAACE by Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel Abidjan)

NOUVELLES

ALERT FROM : 2011-08-15 [FR]

RDC: Bandundu, un directeur d'une radio communautaire enfermé depuis quatre jours dans un cachot des services de sécurité

Alpha Manzanza, directeur de Radio Communautaire Etoile de Bolobo, une station émettant à Bolobo, un territoire situé au nord de la province de Bandundu (sud-ouest de la RDC), a été arrêté et détenu depuis jeudi 11 août 2011 par le bureau local de l'ANR (Agence Nationale des Renseignements).

Selon les informations recueillies par Journaliste en danger (JED), Manzanza a été mis aux arrêts au moment où il répondait à une convocation lui adressée par M. Jean Lokani, chef d'antenne de l'ANR Bolobo. Avant son transfert le même jour au cachot de la police, Manzanza a été longuement interrogé sur l'acquisition de l'émetteur de sa radio et sur les documents administratifs l'autorisant d'émettre. La Radio Communautaire Etoile de Bolobo est ainsi accusée de fonctionner sans aucun document.

Contacté par JED à partir de sa cellule, Manzanza a déclaré que sa radio a été autorisée de fonctionner par l'administrateur du territoire en avril 2011 et que c'est depuis le mois de février 2011 qu'il a introduit la demande et continue d'attendre l'autorisation d'émission auprès du ministère provincial de la communication. « Ma radio ne diffuse que les communiqués et les émissions des dédicaces. Je ne sais pas concrètement ce que le responsable de l'ANR reproche à la radio », a ajouté Manzanza.

Interrogé à son tour sur le motif de cette arrestation, M. Jean Lokani a, quant à lui, affirmé à JED que Manzanza a, au cours d'une émission diffusée dimanche 7 août 2011, déclaré que l'ANR n'avait pas la compétence de fermer sa radio ou de l'arrêter parce qu'il avait le soutien de la presse étrangère.

Journaliste en danger dénonce vigoureusement l'abus de pouvoir dans le chef de cet agent de l'ANR.

JED demande instamment aux autorités provinciales de Bandundu d'ordonner la libération immédiate de M. Manzanza, et de s'assurer que la Radio Communautaire Etoile de Bolobo continue de fonctionner sans entraves.

Source: Journaliste en Danger (Kinshasa), Communiqué, 15 août 2011

RESOURCE FROM : 2011-08-16 [FR]

Ressource: RFPA présente une ressource sur les Principes Clé du Journalisme

http://www.radiopeaceafrica.org/index.cfm?lang=fr&context_id=5&context=library&cont_menu_id=16&page=main

Reconnaissant que les équipes de nombreuses stations de radio communautaires sont bénévoles ou n'ont pas eu l'opportunité de recevoir de formation en journalisme, RFPA a créé cette ressource en ayant à l'esprit ces journalistes amateurs. A travers cette série de Fiches Conseils Journalistiques, RFPA vise à proposer aux journalistes des conseils et lignes directrices pour les aider à améliorer la qualité de leur travail.

Les quatre "Fiches Conseils" offrent des indications sur comment trouver un bon sujet, comment identifier une source, comment produire une émission de radio, et comment écrire un article. Les Fiches Conseils sont écrites dans un style simple et donnent des conseils concis et pratiques dans un format accessible.

Pour télécharger les Fiches Conseils Journalistiques, visitez le site internet de RFPA, section Bibliothèque.

Source: RFPA Bulletin d'information, 16 Août 2011

ALERT FROM : 2011-08-20 [FR]

RDC: Bandundu, un journaliste libéré après 96 heures de détention

http://www.jed-afrique.org/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=997&Itemid=9&id_alerte=991

Journaliste en danger (JED) prend acte de la libération de Alpha Manzanza, directeur de Radio

Communautaire Etoile de Bolobo, une station émettant à Bolobo, un territoire situé au nord de la province de Bandundu (sud-ouest de la RDC). Manzanza a été libéré sans condition, mardi 16 août 2011 à 7 heures, après avoir passé quatre jours de détention dans un cachot de la police.

Sa radio a été accusée par M. Jean Lokani, chef d'antenne de l'ANR Bolobo de fonctionner sans aucun document.

Source: Journaliste en danger (Kinshasa), Website, 18 août 2011

NEWS

FROM : 2011-08-20 [FR]

Algérie: Le secteur de l'information audiovisuel sera ouvert au privé

<http://fr.allafrica.com/stories/201108180355.html>

Même si l'avant-projet de loi reste vague sur quelques chapitres - Le secteur de l'information audiovisuel sera ouvert au privé

L'ouverture du champ audiovisuel à l'initiative privée sera désormais une réalité, dans la prochaine loi organique sur l'information, qui sera examinée prochainement devant le Conseil du gouvernement, avant son passage devant les deux Chambres du Parlement lors de la session d'automne. Il s'agit là, indéniablement, de l'un des points positifs de la nouvelle loi organique de l'information, qui intervient dans le sillage des réformes politiques annoncées par le président de la république.

L'avant-projet de loi, dont nous détenons une copie, stipule clairement que l'exercice de l'activité d'information et de communication à travers les moyens audiovisuels se fera librement par le biais d'établissements publics, des entreprises et organes du secteur public et des établissements ou entreprises de droit privé. Cette loi devant permettre l'émergence de nouvelles chaînes thématiques de télévision ou de la radio, en réponse à une demande sociale d'ouverture, ne comporte pas un conseil supérieur de l'audiovisuel, comme c'est le cas pour la presse écrite. Situation ubuesque pour une fin de monopole, alors que cette instance existait auparavant même sous l'ère de la chaîne unique. Les sept articles qui concernent l'activité d'information et de communication audiovisuelles, restent aussi imprécis sur un autre domaine.

Il s'agit du cahier des charges que le texte d'avant-projet de loi renvoie à la voie réglementaire, certainement des textes d'application. Cela étant, l'avant projet du Code de l'information, dans son article 47, consacre le caractère de service public de l'exercice de l'information et communication par les moyens audiovisuels, dont les formes seront définies par des textes réglementaires.

L'avant-projet de code de l'information accorde des prérogatives importantes à l'autorité de régulation en matière de contrôle des moyens audiovisuels existants ou qui seront créés, puisque cette instance aura la charge de définir les fréquences qui seront utilisées par les médias audiovisuels.

C'est cette même autorité qui sera chargée également de délivrer les autorisations d'exploitations de fréquences radioélectriques utilisées par la radio et la télévision, qui seront également propriété exclusive de l'Etat. L'activité d'information et de communication audiovisuelles est soumise à une convention devant être conjointement signés entre l'autorité de régulation des moyens d'information et le bénéficiaire, stipule l'article 50, qui précise toutefois, que la présente disposition n'est pas applicable aux services audiovisuels relevant du secteur public.

Source: La Tribune (Alger), 18 août 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-08-20 [FR]

Burkina Faso: La réception des dossiers a commencé

<http://fr.allafrica.com/stories/201108180026.html>

Dans le communiqué ci-dessous, le ministère de la Communication annonce le lancement de la subvention de l'Etat à la presse privée, exercice 2011.

Le Ministre de la Communication invite les Directeurs d'organes de la presse privée à faire acte de candidature pour la subvention de l'Etat au titre de l'exercice 2011. Les dossiers seront réceptionnés à la Direction du développement des médias (DDM), les jours et heures ouvrables du 08 août 2011 au 08 septembre 2011.

La liste des pièces constitutives du dossier peut être consultée :

1. Au ministère de la Communication
 2. Au Centre de presse Norbert ZONGO
- [...]

LISTE DES PIÈCES NECESSAIRES POUR LE DEPOT/ PRESSE AUDIOVISUELLE

Pièces obligatoires :

1. Demande
2. Copie de l'arrêté d'exploitation du CSC
3. Grille de programmes attestée par le CSC
4. Attestation CSC
5. Justificatifs subvention précédente
6. Liste des agents déclarés
7. Déclaration sur l'honneur attestant n'avoir pas bénéficié d'une subvention de l'Etat ou de ses démembrements.

Pièces donnant droit au bonus :

1. Reçus impôts 2. Reçus CNSS 3. Reçus BBDA 4. Reçus ARCEP

Source: Le Pays (Ouagadougou), 17 août 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-08-20 [FR]

RDC: Joseph Kabila a investi les membres du CSAC

Le président de la RDC Joseph Kabila a investi, vendredi 12 août, par ordonnance présidentielle les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel et Communication (CSAC), l'autorité de régulation des médias congolais.

L'ordonnance du président Kabila a été lue, vendredi 19 août, à la télévision publique. Les membres du CSAC sont :

Primo Mukambilwa

Mme Maguy Mayela Kinkela

Célestin Luboya Mvidie

Jean-Chrétien Ekambo

Octave Kambale Joakali

François Atufuka Mbunze

Mme Pétonile Musaka Sala

Jean-Bosco bahala

Christophe Ndombi Kamakuluakidiko

Jean-Pierre Eale

Luamba Lumasmba

Thadée Onokoko

Mme Chantal Kanyimbo

Godens Banza Tiefolo

Alain Nkoy Nsadies

Source: Groupes Médias catholiques de la RD Congo (CECOS-CODICOS-RDCONGO), 20 août 2011

NEWS

FROM : 2011-08-23 [FR]

RDC: Engagement en matière de radio communautaire

<http://hebdo.farmradio.org/2011/08/22/republique-democratique-du-congo-engagement-en-matiere-de-radio-communautaire-syfia/>

M. Tembo est le fondateur de Radio Kalemba. Il s'agit d'une petite station de radio basée à Masisi, dans l'est de la République Démocratique du Congo. La station a une portée d'environ 40 kilomètres carrés.

M. Tembo est dans la cinquantaine. Il a les cheveux gris et une barbe blanche. Il est marié et a 15 enfants. Il est considéré comme un pionnier de la radio, dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Après avoir pris plusieurs cours de communication, il a débuté son aventure radiophonique en 1986. Il a aidé à mettre en place les premières stations dans le Nord Kivu. Par exemple, il a contribué à la création de Radio Star Goma, qui est ensuite devenue la Radio Télévision Nationale du Congo (RTNC).

Aujourd'hui, M. Tembo est technicien, formateur et journaliste pour Radio Kalemba. Cette station fonctionne avec un équipement de base, bien que nous soyons à l'ère de la diffusion numérique.

Mais M. Tembo défend sa station avec passion. Le plus important pour lui, c'est que les habitants de Masisi comprennent qu'ils ont le droit d'être bien informés et divertis.

Avec peu de ressources et avec l'aide de sa famille, il apporte des informations importantes aux personnes qui ont peu accès aux médias. Un auditeur dit: « Avant l'installation de cette radio, nous ne pouvions capter que les radios étrangères émettant en ondes courtes, ce qui accentuait l'enclavement du territoire. Les informations nous concernaient très peu. Avec Papa Tembo, nous sommes informés au rythme de chez nous. »

Toutefois, certains auditeurs se plaignent de la façon dont la radio est gérée. Une auditrice dit: « Je suis une fidèle auditrice de Kalemba FM, mais j'estime que la station est très mal gérée. Avec le papa comme directeur et journaliste, la femme technicienne et animatrice, et les enfants dans diverses fonctions, c'est un peu n'importe quoi! Il y a peu de professionnalisme. »

M. Tembo dit qu'il manque de ressources pour embaucher des professionnels. Il souligne: « Le plus important pour moi, c'est que la population soit bien informée. Mais je ne peux pas m'engager à prendre des risques financiers en recrutant du personnel que je ne pourrais pas payer. » Malgré ces difficultés, Kasoki Tembo ne ménage aucun effort pour poursuivre l'aventure, avec, pourquoi pas, des jeunes qu'il se dit prêt à former pour assurer la relève.

Source: Syfia, repris par Agro Radio Hebdo, n° 169, 22 août 2011

NEWS

FROM : 2011-08-23 [FR]

RDC: Le CSAC A l'épreuve de sa propre crédibilité et de son efficience

Le Centre d'Echanges pour des Reformes Juridiques et Institutionnelles (CERJI) a pris connaissance de l'Ordonnance du Président de la République signée le 12 août 2011 et rendue public le 19 août 2011 [voir la nouvelle sur TRRAACE postée le 20 août 2011: Joseph Kabila a investi les membres du CSAC], nommant quinze (15) membres du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC), nouvelle instance de régulation des médias instituée par la Constitution. A la suite de cette Ordonnance présidentielle, le CERJI exprime sa vive crainte du fait que la majorité des nominés sont soit des politiques engagés soit des courtisans politiques et considère que le caractère partisan de ces nommés met dangereusement en péril l'efficience et la crédibilité attendues du CSAC.

Pendant près de seize (16) mois, le CERJI a mené, sans relâche, un plaidoyer pour l'amélioration de la qualité de la presse, notamment en demandant au Président de la République de désigner rapidement les membres du CSAC.

Tout au long de son plaidoyer, le CERJI a rappelé que les critères de compétence, de probité morale et l'aspect non partisan qui doivent caractériser les animateurs du CSAC constituent le gage de son efficacité.

Dans son communiqué du 09 août 2011, le CERJI a mis en garde contre toutes nominations hâtives et fantaisistes, rappelant que lors de sa dernière conférence de presse du 07 juillet 2011, le ministre de l'Information et des Médias confirmait par erreur que toutes les organisations invitées à désigner leurs délégués au CSAC l'avaient déjà fait.

Source: Centre d'Echanges pour des Reformes Juridiques et Institutionnelles (CERJI, Kinshasa, Communiqué daté du 20 août 2011, reçu le 23 août 2011

NEWS

FROM : 2011-08-24 [FR]

Côte d'Ivoire: Radios confessionnelles, Les annonces publicitaires désormais légalisées

<http://news.abidjan.net/h/408502.html>

Le président de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (Haca), a reçu ce lundi 22 août, les responsables des radios confessionnelles à qui, il a annoncé que la diffusion des annonces publicitaires est désormais autorisée sur les ondes de leurs médias. Ibrahim Sy Savané, a précisé que cette décision s'inscrit dans la nouvelle philosophie de travail que la Haca veut entretenir avec les radios confessionnelles. Le président de la Haute autorité a souhaité que la levée de cette interdiction permette à ces structures de bénéficier elles aussi, des retombées financières liées aux activités publicitaires et résolve un tant soit peu, les difficultés économiques auxquelles elles sont confrontées. « La religion joue un rôle prépondérant dans la réconciliation nationale. C'est pourquoi il faut envisager sans ambages, l'établissement d'un système régi par des lois », a précisé le patron de l'organe de régulation de l'espace audio visuel ivoirien. Au nom des dirigeants des radios confessionnelles, le directeur de la radio Fréquence Vie, Dieudonné N'gumbi a félicité le président de la Haca pour cette contribution importante au développement de leurs entreprises. Par ailleurs, Ibrahim Sy Savané, a mis en garde les chaînes de télévisions illégales qui diffusent leurs programmes via Internet. Il a donné des conseils précis sur les dangers que peuvent entraîner ce genre de publicité non légalisée. « Je crois à la régulation mais encore plus à l'autorégulation », a-t-il précisé, avant d'indiquer que toutes ces dispositions visent à emmener les différents acteurs de la communication à prendre conscience de leur responsabilité en attendant la libéralisation effective de l'audiovisuel en Côte d'Ivoire.

Source: Le Démocrate (Abidjan), 24 août 2011, repris sur Abidjan.Net; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel Abidjan)

NEWS

FROM : 2011-08-24 [FR]

Mauritanie: 5 radios et 5 télévisions privées autorisées avant fin 2011

<http://www.rnw.nl/afrique/bulletin/mauritanie-5-radios-et-5-t%C3%A9l%C3%A9visions-priv%C3%A9es-autoris%C3%A9es-avant-fin-2011>

Le gouvernement mauritanien va autoriser la création avant fin 2011 de cinq radios et cinq télévisions privées dans le cadre de la libéralisation de l'audiovisuel, a annoncé mardi le ministre mauritanien de la Communication.

"Ces radios et télévisions privées débiteront" leurs émissions "avant fin 2011, au terme du processus de lancement de l'appel à manifestation d'intérêt aujourd'hui ouvert", a déclaré le ministre Hamdy Ould Mahjoub.

Il a affirmé que les autorisations pour les radios et télévisions associatives (communautaires) auront lieu "dans une phase future", sans donner de date précise, mettant en garde contre "toutes

les déviations qui pourraient avoir lieu".

Le ministre s'exprimait au cours d'une cérémonie officielle de "validation de prototypes de cahiers de charges" pour les opérateurs de télévisions et de radios publiques, privées et associatives.

"Cette ouverture (de l'audiovisuel) ne signifiera pas s'installer dans l'anarchie. Elle doit surtout se faire sur des bases déterminées qui procèdent de nos réalités politiques et économiques", a-t-il précisé.

Le ministre a en outre indiqué que les radios et télévisions d'Etat seront transformées en "services publics" et qu'une "société nationale de télédiffusion" serait créée pour mettre les opérateurs privés et publics dans les mêmes conditions de diffusion.

Les radios et télévisions privées sont actuellement quasi-inexistantes en Mauritanie, qui a deux chaînes publiques de télévision, dont une satellitaire, et deux petites télévisions privées autorisées à diffuser uniquement sur Internet.

Le pays compte aussi deux radios publiques. Des radios privées diffusent sur Internet mais sans autorisation formelle.

Source: Radio Nederland Wereldomroep, 23 août 2011; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel, Abidjan)

NEWS

FROM : 2011-08-25 [FR]

Côte d'Ivoire: Le directeur de la radio Prestige FM, Radio Gôgnoa débarqué

Gnébéhi Sahié Alain alias Alain Dexter n'est plus le directeur de "Prestige FM, Radio Gôgnoa".

L'information est tombée le lundi 22 août 2011. Il est remplacé à ce poste par Mme Soussouma née Kakou Boniking Raïssa, précédemment animatrice au sein de ladite station. [...]

Alain Dexter a été nommé à la tête de cette radio en 1999 par le maire de l'époque.

Source : d'après Soir Info (Abidjan), 25 Août 2011; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à radio Arc-en-ciel Abidjan)

NEWS

FROM : 2011-08-25 [FR]

Côte d'Ivoire: Deux journalistes ivoiriens aux Etats-Unis

<http://news.abidjan.net/h/408581.html>

Deux journalistes ivoiriens aux Etats-Unis dans le cadre du Programme de Visiteurs Internationaux sur le thème : "Journalisme de radiodiffusion et les nouveaux média électroniques"

L'Ambassade des Etats-Unis a le plaisir d'annoncer que messieurs Bamba Karamoko et Ignace Kacou ont été invités à participer au Programme de Visiteurs Internationaux (International Visitor Leadership Program) sur le thème: "Journalisme de radiodiffusion et les nouveaux média électroniques."

Les participants débattront du rôle des médias dans la promotion de la démocratie, de la liberté de la presse ainsi que de la responsabilité et de l'éthique dans la pratique du journalisme. Ils visiteront Washington, D.C. ; San Diego en Californie ; Louisville dans le Kentucky et Cincinnati dans l'état d'Ohio.

Monsieur Ignace Kacou est un journaliste professionnel qui a obtenu le prix du Meilleur Journaliste Radio en 2009 pour son reportage sur le retour des personnes déplacées à Bangolo à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Ce prix lui a été décerné par l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI).

Monsieur Bamba Karamoko est le président de l'Union des Radio de Proximité de Côte d'Ivoire et directeur de la Radio Djely FM, une radio de proximité située à Mankono dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Le Programme des Visiteurs Internationaux a été conçu pour accroître la compréhension mutuelle par la communication aux niveaux personnel et professionnel. Les participants sont des leaders étrangers, établis ou potentiels, issus des gouvernements, du monde politique, des médias, de l'éducation, de l'économie, de la prévention de la toxicomanie et de la criminalité, des sciences, de l'environnement, du travail, des droits de l'homme, des droits de la femme, de la gestion artistique, ainsi que plusieurs autres domaines.

Ils sont choisis par les ambassades américaines à l'étranger pour visiter les États-Unis où ils auront l'occasion de rencontrer et de s'entretenir avec leurs homologues professionnels. Au cours de leurs programmes, qui durent en général deux à trois semaines, les Visiteurs Internationaux ont la possibilité de se faire une expérience personnelle des États-Unis. [...]

Source: Ambassade des Etats-Unis (Abidjan), Communiqué du 24 août 2011 repris par

Abidjan.net; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-Ciel, Abidjan)

NEWS FROM : 2011-08-25 [FR]

Cote d'Ivoire: Yamoussoukro - Les animateurs de radio formés sur les Violences basées sur le genre

<http://fr.allafrica.com/stories/201108220852.html>

Amener les journalistes et animateurs de radios de proximité sur les notions de violences basées sur le genre (VBG). Tel est l'objectif du séminaire de formation organisé récemment, à leur intention à Yamoussoukro, par Search For Common Ground (SFCG). Ceux-ci sont venus des villes d'Abidjan, de Soubré et de Bouaké, pour se faire instruire durant trois jours.

Selon la coordonnatrice du studio d'Abidjan, Mlle Stéphanie Tohibo, il s'agit d'outiller au mieux ces hommes et femmes de médias dans la conception et la conduite des émissions, sans oublier la sensibilisation de ces derniers sur les droits des victimes de VBG et sur les soutiens juridiques qui s'imposent en la matière.

Au cours de cette formation, M. Adrien Sindyayigaya, le formateur, a partagé avec ses camarades les expériences vécues au Burundi, pays qui a souffert d'une longue crise comme la Côte d'Ivoire. Avant Yamoussoukro, des ateliers similaires se sont tenus à Man, Duékoué et Danané.

Source: Fratmat.info (Abidjan), 20 août 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

ALERT FROM : 2011-08-25 [FR]

Gambie: Levée de l'interdiction d'antenne imposée à un ecclésiastique islamique

http://www.ifex.org/the_gambia/2011/08/22/fofanah_radio_ban_lifted/fr/

Le sermon hebdomadaire de Bakawsu Fofanah, ecclésiastique islamique célèbre, passera de nouveau sur les antennes de la Gambia Radio and Télévision Services (GRTS) prochainement. Le président Yahya Jammeh, qui est également ministre des Affaires religieuses, a levé l'interdiction imposée à l'ecclésiastique il y a un an.

"Son Excellence a approuvé votre demande et il vous est permis par la présente de reprendre [votre programme islamique]", aurait affirmé un reportage dans l'édition du 17 août 2011 du journal privé "The Daily News".

Selon le journal, l'interdiction a été levée le 7 juin 2011. Fofanah a fait l'objet de plusieurs interdictions, suite à des différends avec le Conseil Gambien Islamique Suprême (SIC) à propos des dates pour la célébration de deux fêtes musulmanes importantes dans le pays.

Le président Jammeh, qui a toujours douté de la religiosité de Fofanah, aurait dit à un moment "même la chaussure que je porte est plus proche d'Allah que toi."

Peu après l'imposition de l'interdiction d'antenne, il lui a également été interdit de participer à toute activité religieuse pour avoir lancé des critiques à l'endroit du SIC. Avec la bénédiction du président Jammeh, le SIC a imposé l'interdiction, qui a compris une interdiction à son école islamique. Le 13 octobre 2010, l'interdiction imposée à Fofanah a été levée et le président Jammeh lui a adressé un avertissement sévère.

"Je suis heureux de la décision du Conseil islamique et du président Jammeh", a confié Fofanah au journal.

Toutefois, on ne peut pas donner avec certitude la date à laquelle il reprendra le programme.

Source: Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (Accra), repris par IFEX 22 août 2011

NEWS FROM : 2011-08-26 [FR]

Côte d'Ivoire: Asec Mimosas, La fréquence radio 96.6 FM accordée

<http://news.abidjan.net/h/408648.html>

Introduite depuis le 19 juin 2007, après un premier échec en 1992, la demande d'attribution de fréquence pour la radio jaune et noire a (enfin) été acceptée. C'est la bonne nouvelle livrée, hier après-midi, au siège de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) par Ibrahim Sy Savané au PCA de l'Asec, Me Roger Ouégnin. « Nous sommes heureux de vous annoncer que vous disposez de votre radio. La perspicacité du dossier a convaincu. La fréquence disponible, 96.6 FM, a donc été attribuée à l'Asec mimosas », a-t-il annoncé. Avant de souhaiter que « l'Asec prenne des stagiaires afin de stabiliser notre jeunesse... ». Pour sa part, le patron du club jaune et noir n'a pas caché sa joie, son émotion mais aussi son soulagement. « De jeunes ingénieurs de sons ivoiriens arrivent d'Europe. Les 150 employés du club travaillent. Ils attendaient ça. L'Asec, c'est leur vie. Ils sont plus heureux que moi... », s'est-il enthousiasmé. Quant au DG de l'Asec, Benoît

You, il a annoncé que la radio émettra avant la fin de l'année après un investissement qui frôle les 50 millions de francs Cfa (avec un matériel de 40 millions). Rappelons que la radio est baptisée « jaune – noir ».

Source: Nord-Sud (Abidjan), cité par Abidjan.net, 25 août 2011; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel, Abidjan)

NEWS FROM : 2011-08-28 [FR]

RDC: Professionnels des médias - La grande marche de colère confirmée

<http://fr.allafrica.com/stories/201108251488.html>

Faiseurs de rois, ils sont souvent méprisés par ceux-là mêmes qui les ont utilisés comme tremplins. Voilà pourquoi ils ont décidé d'aller exprimer leur indignation aux honorables députés.

En effet, un élu du peuple a dépassé les bornes en assommant une journaliste avec des insanités abominables. A coup sûr que c'est toute la corporation qui a été déshonorée. Même les partis politiques ne sont pas en reste, leurs milices s'en prennent aux femmes et hommes des médias sans raisons plausibles.

C'est pour cela que dans un communiqué de presse daté d'hier 24 août, l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), l'ONG Journaliste en danger (JED), l'Observatoire des médias du Congo (OMEC), l'Association nationale des éditeurs de la presse du Congo (ANECO), annoncent qu'ils organisent une grande marche des professionnels des médias demain vendredi le 26 août 2011.

A cette occasion, ils invitent tous les journalistes, hommes et femmes des médias, ainsi que les étudiants en journalisme, à prendre part à la grande marche de colère contre les insultes et menaces proférées contre des journalistes par un député national.

Le communiqué précise que le point de rencontre est fixé au croisement des avenues des Huileries et Colonel Ebeya. Tout le monde doit être là avant 12 heures, l'heure fixée pour le départ. La marche s'ébranlera jusqu'au Palais du peuple, point de chute de la manifestation.

Source: Le Potentiel (Kinshasa), 25 août 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS FROM : 2011-09-01 [FR]

Centrafrique: Une radio communautaire et un cyber centre électrifiés à l'huile de Jatropa

Le projet HVP (Huile Végétale Pure) du volet énergie de l'action « Démocratie sur les ondes » est un projet expérimental, financé par l'Union Européenne et coordonné par Rfi, qui a pour objectif d'étudier des solutions locales innovantes qui permettraient aux radios communautaires et structures de communication de bénéficier d'une énergie plus fiable et moins coûteuse »

Radio Béoko et le Centre ADEN de Bambari fonctionnent grâce à l'Huile Végétale Pure Jatropa ! La mission d'installation des équipements HVP s'est déroulée début juin 2011. Elle a été coordonnée par Guénael LAUNAY de Rfi, avec l'appui technique de Roger LOOZEN de l'ONG Codeart.

- 1 générateur HVP de 6kva a été installé à Radio Béoko
- 1 générateur HVP de 6 kva a été installé au Centre Aden
- 1 presse et ses outils ont été installés à l'association RUTH
- Des formations à l'exploitation et la maintenance des équipements ont été réalisées auprès des bénéficiaires

Radio Béoko et le Centre ADEN ont depuis le début de leurs activités beaucoup de difficultés à financer leurs ressources énergétiques car à Bambari, il n'y a pas de réseau électrique. La radio locale et le cyber centre étaient donc obligés de démarrer chaque jour leur ancien générateur électrique avec du gasoil, dont le prix varie entre 800 CFA/litre et 1 200 CFA/litre en temps de pénurie.

Grâce à la presse apportée par le projet, l'association Ruth propose maintenant de leur vendre le litre d'huile de Jatropa à 450 CFA. Une étude économique organisée dans le cadre du projet a déterminé un prix d'achat des graines convenable pour les récoltants et un prix de vente de l'huile combustible qui permette de rémunérer les activités de collecte et de pressage tout en restant plus attractif que le gasoil pour les utilisateurs des générateurs HVP.

Les avantages du Jatropa : protection du sol contre l'érosion, haies vives contre la divagation des animaux car toxiques, pas de concurrence avec les plantes alimentaires, peu exigeant au niveau des sols et des besoins en eau.

Source: Rfi Formation Internationale, Communiqué, 31 août 2011

ALERT FROM : 2011-09-03 [FR]

RDC: Tension pré-électorale : quatre journalistes victimes des violences policières lors d'une manifestation

http://www.jed-afrique.org/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=997&Itemid=98&id_alerte=998
Tension pré-électorale : quatre journalistes victimes des violences policières lors d'une manifestation de l'opposition

Journaliste en danger (JED) s'inquiète profondément des violences physiques dont ont été l'objet, jeudi 1er septembre 2011, John Bompengo, Daudet Nzumbu, Papy Mulala et Bienvenu Kabamba, respectivement journaliste à Radio Okapi (radio onusienne), et caméraman à CCTV (Canal Congo Télévision), à CKTV (Canal Kin Télévision) et CNTV (Canal Numérique Télévision), chaînes de télévision privées proches de l'opposition, émettant à Kinshasa, capitale de la RDC, lors de la manifestation organisée par l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social, parti de l'opposition).

Selon les recoupements effectués par JED, ces professionnels des médias ont été agressés et passés à tabac par des éléments de la police nationale congolaise et par des individus en tenue civile qui tentaient une contre manifestation. Leurs matériels de travail, notamment des caméras et des bandes cassettes, ont été confisqués. Ces professionnels des médias étaient pris à partie au moment où ils effectuaient leurs reportages sur la marche de protestation des militants de l'UDPS réclamant à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) la transparence dans la gestion du fichier électoral. [...]

Texte complet et source: Journaliste en Danger (Kinshasa), site, 2 sept. 2011

NEWS FROM : 2011-09-04 [FR]

Côte d'Ivoire: Le matériel informatique de la radio de Tiassalé emporté dans un cambriolage

<http://news.abidjan.net/h/408572.html>

Le matériel informatique de la radio de Tiassalé a été emporté dans une opération de cambriolage perpétrée dans la nuit du 16 au 17 août.

Selon des témoins, les quidams auraient eu accès aux locaux de la radio locale par une ouverture destinée à un climatiseur avant de faire main basse sur les ordinateurs de la salle de diffusion et de la salle de montage, non sans avoir fracassé la porte du directeur des programmes.

Ce cambriolage met en chômage les agents de cette radio au centre d'une guéguerre entre la mairie et le conseil général pour son contrôle, indique-t-on.

Source: AIP (Agence Ivoirienne de Presse, Abidjan), repris par Abidjan.net, 24 août 2011; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel, Abidjan)

NEWS FROM : 2011-09-06 [FR]

RDC: Selection des radios bénéficiaires Informorac – Bandundu

Suite à une mission de sondage de besoin effectuée du 22 mai au 4 juin 2011, l'organisation néerlandaise Free Press Unlimited (l'ancien RNTC) a fait le choix de 9 radios de proximité qui vont bénéficier du programme Informorac dans la province de Bandundu en République Démocratique du Congo. Il s'agit de Radio Nsemo (Idiofa), Radio Bangu et Bandundu FM (Bandundu), Radio Ntemo (Popokabaka), Radio Kimvuka na Lutondo (Kenge), Radio Tomisa et RCMI (Kikwit), Radio Lumière (Bulungu) et Radio Madimba (Gungu).

Ces 9 radios vont bénéficier des formations in situ et un aide en équipement. L'Initiative de Formation Mobile des Radios Communautaire (Informorac) est déjà implantée dans 8 autres pays en Afrique. Dans la province de Bandundu le projet sera mis en oeuvre en collaboration avec l'Union des Radios de proximité de Bandundu (URPB).

Sources : Free Press Unlimited, Leon van den Booger, 06 sept. 2011

NEWS FROM : 2011-09-06 [FR]

Burkina Faso: Rentrée radiophonique de Radio Salaki

Après un mois de vacances, le personnel de Radio Salaki a repris service ce lundi 5 septembre; cette reprise a été préparée par un atelier d'évaluation et de planification. Durant les congés, Radio Salaki assurait un service minimum. A l'exception de la rubrique des avis et communiqués, il n'y avait ni émission ni animation. Seul le logiciel d'automation radio enchaînait les musiques. C'est

dans la nuit du 4 au 5 septembre à 0h que la voix des animateurs s'est faite de nouveau entendre. La radio, qui, en temps normal suspend ses émissions à minuit a tenu à marquer sa rentrée par une veillée radiophonique. L'évènement a été marqué par le discours de M. Camille Sawadogo, Directeur de radio Salaki et la présentation du programme et stratégies de chaque secteur de la radio par les responsables de secteurs. Ensuite, les deux vedettes de la radio, Louis Diarra et Paul Kaboré, ont tenu les auditeurs en haleine jusqu'à 3 h du matin. Malgré l'heure tardive, le téléphone était saturé d'appels. Les auditeurs tenaient à exprimer leur joie pour le retour des animateurs et exprimer leur souffrance durant l'absence du personnel sur les ondes. Ce système de vacances pour tout le personnel n'est certes pas apprécié par les auditeurs. Mais il permet chaque année d'aiguiser l'appétit des auditeurs pour la radio, de tester leur attachement à la radio et de donner un nouveau souffle au programme.

Source : CEMECA (Dedougou), 5 sept. 2011

NEWS FROM : 2011-09-07 [FR]

Algérie: L'Algérie réfléchit à la privatisation des médias audiovisuels

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/newsbriefs/general/2011/09/06/newsbrief-05>
La nouvelle session du Parlement algérien évoquera l'ouverture partielle du secteur audiovisuel aux diffuseurs privés, rapporte El Watan le lundi 5 septembre. "Pour la première fois, nous aurons une législation traitant de l'ouverture des médias audiovisuels", a déclaré dimanche le Premier Ministre algérien Ahmed Ouyahia, notant que la révision du code de l'information qui a été proposée ne contient également pas de restrictions imposées sur la liberté de la presse.

Source: Magharebia, 6 sept. 2011

NEWS FROM : 2011-09-08 [FR]

Guinée: Des Radios Privées fermées pour non-paiement des redevances annuelles

<http://fesmedia.org/african-media-news/detail/datum///guinea-conakry-des-radios-privées-fermees-pour-non-paiement-des-redevances-annuelles/>
L'ARPT, l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications a procédé hier lundi au retrait des ressources fréquentielles de quelques radios privées comme la Nostalgie, Diggi FM et Gangan FM. C'est pour non-paiement des redevances que ces radios doivent à l'ARPT pour les deux dernières années. Mais l'ARPT exige des patrons de ces radios le paiement de l'année 2010 et 2011 seulement. Ce que certaines radios s'obstinent et sollicite l'intervention du Gouvernement. Ce mardi le PM Mohamed Said FOFANA a reçu l'URTELGUI, l'Union des Radios et Télévisions Libres de Guinée, à la primature pour une discussion afin de tomber d'accord. L'URTELGUI, par la voix de son président, Aboubacar Yacine DIALLO, demande au PM de renoncer aux arriérés de 2010 et de réduire celles de 2011. Le Premier Ministre Said FOFANA répond en affirmant que "toutes les redevances seront payées et les autres doléances sont à voir" Et le Directeur Général de l'ARPT Moustapha Mamy DIABY reste ferme sur ces idées. "Toutes les redevances que les radios doivent à l'Etat vont être payées même si c'est sur la base de l'échiquier. Nous sommes ouverts à tout dialogue et à toute négociation. Les radios communautaires doivent payées 20 millions de FG et les radios commerciales 25 millions de FG. Il y a certaines radios comme Djigui FM qui commence à se manifester et nous soutenons toutes discussions franches. Mais les redevances seront payées" affirme le patron de l'ARPT. A noter que hier lundi des radios comme Djigui et Nostalgie n'ont pas pu émettre et même ce mardi matin mais les discussions sont en cours entre ARPT et Radios privées de Guinée.

Source: aminata.com (Conakry), 6 sept. 2011; repris par fesmedia.org 7 sept. 2011

NEWS FROM : 2011-09-08 [FR]

Remise de matériel à des radios communautaires, vendredi

<http://fr.allafrica.com/stories/201109071168.html>

L'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) organise, vendredi à Dakar, une cérémonie de remise de matériel à six radios communautaires des régions de Saint-Louis et Matam (nord).

La cérémonie se tiendra dans les locaux de l'IPAO (rue Calmette, à côté de l'immeuble Kébé), à 11 heures, indique un communiqué. "La remise de ce matériel entre dans le cadre de la stratégie de renforcement des capacités techniques des radios" bénéficiaires, selon le texte.

Ce matériel doit les aider à "favoriser une plus grande participation des populations au débat sur la gestion des ressources publiques au niveau des collectivités locales".

Source: Agence de Presse Sénégalaise (Dakar), 7 sept. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-09-08 [FR]

Sénégal: Incendie - Les studios de Manoré Fm calcinés<http://fr.allafrica.com/stories/201109020888.html>

Hier [1 septembre 2011], les habitants de l'immeuble qui abrite la radio Manoré Fm à la Sicap Liberté ont été réveillés par les flammes. En effet, la station a subi un incendie qui a causé de nombreux dégâts matériels, sans perte en vie humaine. Le voisinage a aussi subi certains dommages, alors que l'origine de l'incendie n'a pas encore été déterminé.

Le lendemain de la Korité n'a pas été des meilleurs pour les travailleurs de la radio Manoré Fm. En effet, Manoré a été attaqué par les flammes hier matin alors qu'aucun des travailleurs n'était encore sur place.

Selon la directrice générale, Maguette Dieng, la radio a subi de nombreux dégâts, notamment au niveau des studios et salle d'enregistrement où toutes les machines ont été la proie des flammes. Ainsi, elle déclare : « Presque tous les matériels ont été calcinés. Pour l'instant, on n'a pas encore eu recours à un expert pour estimer les pertes, mais ce sont des matériels qui ont coûté des centaines de millions ».

Maguette Dieng se dit aussi être désolée pour la trentaine de travailleurs qui se retrouve ainsi sans leur gagne-pain. En outre, le voisinage immédiat n'a pas été épargné. En effet, quatre des voisins de la radio ont été affectés par la fumée et ont dû être évacués à l'hôpital.

Parmi eux, deux dames d'une trentaine d'années, une autre âgée de 93 ans et Louis Gomis un ancien député à l'Assemblée nationale, présenté dans un journal d'hier comme n'ayant pas pu poursuivre son pèlerinage en France d'où il a été rapatrié à Dakar pour cause de maladie.

Pape Guèye, le mari d'une des victimes, qui s'est fait le porte-parole des personnes affectées déclare : « la radio ne s'est pas encore prononcée par rapport à notre situation, mais toutes les factures des structures hospitalières et des soins reçus sont là. Dès que la situation sera décantée nous les présenterons à la directrice pour qu'elle paye ».

Quant à la directrice générale Maguette Dieng, elle dit n'avoir encore pris aucune mesure. Elle déclare : « En attendant le rapport de la Police, nous allons convoquer dès demain une réunion d'urgence pour en discuter ». Elle lance aussi un appel à la solidarité.

Source: Le Soleil (Dakar), 2 Sept. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-09-10 [FR]

Centrafrique: Bayanga, objectif radiohttp://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/bayanga-objectif-radio?xq_source=msg_mes_network

La séquence "Média du monde" de l'Atelier des Médias (la Web-émission de Rfi) est en Centrafrique cette semaine dans la région de Bayanga, à 550 km de la capitale Bangui (deux jours de voiture pour donner une idée). Une zone enclavée, sans électricité, sans relais téléphonique où Guillaume Thibaut est parti pour suivre la mise en place d'une radio communautaire et en particulier le travail de Guénaël Launay du service de la formation internationale de rfi. Des collègues qui depuis 15 ans ont mis en place ou sont venus en appui à des dizaines de radios communautaires, locales, grâce généralement à des financements de bailleurs internationaux comme l'Union Européenne dans le cas de Bayanga.

A quoi cela peut bien servir de déployer une radio locale à l'heure du téléphone mobile et d'internet? Cela peut sembler anachronique mais malgré les immenses avancées technologiques des 20 dernières années, les ondes radio ont encore de l'avenir et particulièrement dans les zones très enclavées. Depuis plus de 15 ans, nos collègues de la formation internationale, à travers leur projet Planète Radio, se sont spécialisés dans la création, le développement et le soutien de radios locales. Guillaume Thibault a suivi Guénaël Launay dans la première phase de mise en place d'une radio communautaire.

Vous pouvez écouter son reportage en ligne.

Source: Atelier des Médias, 09 sept. 2011

NEWS

FROM : 2011-09-10 [FR]

Sénégal/Afrique de l'Ouest: La WADR reçoit à Washington son prix KNIGHT-Batten 2011http://wadr.org/fr/site/news_fr/1921/La-WADR-re%C3%A7oit-%C3%A0-Washington-son-prix-KNIGHT-Batten-2011.htm

La West Africa Democracy Radio (WADR), radio basée à Dakar diffusant sur l'Afrique de l'Ouest, a reçu mercredi 7 Septembre à Washington le Prix Knight-Batten 2011 pour les innovations dans le journalisme lors d'une cérémonie au Newseum de Washington la capitale fédérale américaine. La WADR partage ce prix avec son partenaire de longue date, Sourcefabric, une ONG tchèque, qui a conçu et construit le siteweb de la radio. [...]

Texte complet et source: WADR (Dakar), Website, 8 sept. 2011 ; information signalée à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel Abidjan)

Qui sommes-nous ? / Who are we?

TRRAACE and Mediafrica.Net are a joint-venture between the following organisations:
TRRAACE et Mediafrica.Net sont le fruit de la collaboration des organisations suivantes :

EcoNews Africa

P.O. Box 10332-00100
Nairobi, KENYA
Tel: 254-20-2721076, 2721655,
2725743
Fax: 254-20-2725171
Email: info@econewsafrika.org
Web : <http://www.econewsafrika.org>

Association pour la Promotion des Médias (APM-Bénin)

01 Boîte Postale 3566
Porto Novo, Rép. du BENIN
Tél. :+ 229 - 20 21 26 88
et 20 21 29 32
Courriel : apmbenin@gmail.com
radioecoleapm@gmail.com
Web : <http://www.radioecole.org>

Centre des Médias Communautaires Africains (CEMECA)

BP 210 Dédougou, BURKINA FASO
Tél.: (00226) 20 52 10 22
Fax : (00226) 20 52 10 22
Mobile :(00226) 70 25 36 39
Courriel : cemeca@mediafrica.net
Web : <http://www.cemeca-cemeca.org>

Contact

Send your news / Transmettez vos nouvelles : editor@mediafrica.net

Abonnement / Subscribe :

<http://www.mediafrica.net/profil/index.asp>

Unsubscribe / Désabonnement :

<http://www.mediafrica.net/profil/index.asp>



est le partenaire de Mediafrica.Net